

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1209**14 août 2002****SOMMAIRE**

Accord S.A.Holding, Luxembourg	58025	GecKo Promotions, S.à r.l., Luxembourg	57998
ADD+FUNDS, Sicav, Luxembourg	58001	GecKo Promotions, S.à r.l., Luxembourg	57998
Akeler Germany, S.à r.l., Luxembourg	58027	Global Refund Luxembourg S.A., Luxembourg ..	57985
Akeler Holding S.A., Luxembourg	58019	Green Company Société Anonyme, Luxembourg	58023
Akeler Marlow, S.à r.l., Luxembourg	58020	I.T.&T. S.A., Information Technology & Telecom-	
Akeler Portugal, S.à r.l., Luxembourg	58026	munication S.A., Bertrange	58021
Akeler Properties, S.à r.l., Luxembourg	58024	Induno S.A., Luxembourg	58019
Akeler Property Investments, S.à r.l., Luxem-		Induno S.A., Luxembourg	58019
bourg	58022	International Investments Center S.A., Luxembg	58015
Aptosite, S.à r.l., Luxembourg	58026	Mille S.A., Luxembourg	58020
Atomo, Sicav, Luxembourg	58012	Navinon S.A., Luxembourg	58011
Atomo, Sicav, Luxembourg	58015	Procyon Holding S.A., Luxembourg	58018
Bayern LB	58016	Repeg Holdings Lux, S.à r.l., Luxembourg	57999
CMI Asset Management (Luxembourg) S.A., Stras-		Repeg Holdings Lux, S.à r.l., Luxembourg	58000
sen	58028	Samba Luxembourg	57999
CMI Asset Management (Luxembourg) S.A., Stras-		SAP International S.A., Luxembourg	57986
sen	58029	Simex Sport International S.A., Luxembourg ...	57986
Consilia Select	57988	Softing Europe S.A., Luxembourg	58022
E-W B Finance S.A., East-West Bridge Finance		Vansan Holding S.A., Luxembourg	58030
S.A., Luxembourg	58024		

GLOBAL REFUND LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 27.359.

Extrait de résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 21 mai 2002

- Le capital social de LUF 1.250.000,- est converti en euros avec effet au 1^{er} décembre 2001. Le nouveau capital se chiffre donc à EUR 30.986,69 et est représenté par 125 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 21 mai 2002.

Certifié sincère et conforme

Pour GLOBAL REFUND LUXEMBOURG S.A.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 juin 2002, vol. 569, fol. 55, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44695/696/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

SAP INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 31.029.

SIMEX SPORT INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 52.286.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille deux, le deux août.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

Ont comparu:

1. La société anonyme SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 13.859, elle-même représentée par Messieurs Jacques Linon et Pietro Feller, tous deux employés privés, demeurant professionnellement à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SAP INTERNATIONAL S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 31.029,

constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter, alors de résidence à Luxembourg, le 4 juillet 1989, publié au Mémorial C de 1989, page 16.985,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 octobre 2000, publié au Mémorial C de 2001, page 16.636,

avec un capital social de EUR 5.522.566,30 (cinq millions cinq cent vingt-deux mille cinq cent soixante-six Euros trente Cents), représenté par 222.779 (deux cent vingt-deux mille sept cent soixante-dix-neuf) actions sans désignation de valeur nominale.

La SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE S.A., préqualifiée, est habilitée aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 2 août 2002

dénommée ci-après «la société absorbante», d'une part et,

2. La société anonyme SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 13.859, elle-même représentée par Messieurs Jacques Linon et Pietro Feller,

tous deux employés privés, demeurant professionnellement à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri,

en sa qualité de mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SIMEX SPORT INTERNATIONAL S.A., avec siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 52.286,

constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter en date du 20 septembre 1995, publié au Mémorial C de 1995, page 28.531,

et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 30 juin 2000, publié au Mémorial C de 2000, page 40.641,

avec un capital social actuel de EUR 5.461.094,35 (EUR cinq millions quatre cent soixante et un mille quatre-vingt-quatorze Euros trente-cinq Cents), représenté par 220.300 (deux cent vingt mille trois cents) actions sans désignation de valeur nominale.

La SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE S.A., préqualifiée, est habilitée aux fins des présentes par décision du Conseil d'administration en date du 2 août 2002,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part,

ces deux sociétés, soumises à la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée,

Lesquels comparants, ès-qualité qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion qui suit:

- La société anonyme dénommée SAP INTERNATIONAL S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 31.029, constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter, alors de résidence à Luxembourg, le 4 juillet 1989, publié au Mémorial C de 1989, page 16.985, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 octobre 2000, publié au Mémorial C de 2001, page 16.636,

avec un capital social de EUR 5.522.566,30 (cinq millions cinq cent vingt-deux mille cinq cent soixante-six Euros trente Cents), représenté par 222.779 (deux cent vingt-deux mille sept cent soixante-dix-neuf) actions sans désignation de valeur nominale,

détient l'intégralité (100 %) des actions représentant la totalité du capital social de EUR 5.461.094,35 (EUR cinq millions quatre cent soixante et un mille quatre-vingt-quatorze Euros trente-cinq Cents), représenté par 220.300 (deux cent vingt mille trois cents) actions sans désignation de valeur nominale et donnant droit de vote de la société SIMEX SPORT INTERNATIONAL S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 52.286,

constituée par acte reçu par le notaire Marc Elter en date du 20 septembre 1995, publié au Mémorial C de 1995, page 28.531, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 30 juin 2000, publié au Mémorial C de 2000, page 40.641,

aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

- La société anonyme SAP INTERNATIONAL S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions de l'article 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquentes avec la société anonyme SIMEX SPORT INTERNATIONAL S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

- La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 31 mai 2002.

- Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

- La fusion prendra effet entre parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

- Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

- Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5 % (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, laquelle assemblée doit alors être tenue dans le mois de la réquisition.

- A défaut de la réquisition d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive, comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littera a).

- Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

- Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

- Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

Formalités

La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion,
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés,
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

Remise de titres

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Frais et droits

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence ainsi que pour toutes justifications et notifications, il est fait élection de domicile au siège social de la société absorbante.

Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, dépôts, publications et autres.

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'article 278 de la loi sur les sociétés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en langue française, les comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Linon, P. Feller, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 5 août 2002, vol. 136S, fol. 13, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Kerger.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prémentionnée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2002

J. Delvaux.

(61067/208/126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

CONSILIA SELECT, Fonds Commun de Placement.**ALLGEMEINES VERWALTUNGSREGLEMENT**

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie dem, im Anschluss an dieses Allgemeine Verwaltungsreglement abgedruckten, Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds. Das Allgemeine Verwaltungsreglement ist als Verwaltungsreglement am 23. Juli 2002 in Kraft getreten und wird am 14. August 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht.

Art. 1. Der Fonds

1. Der Fonds CONSILIA SELECT (nachfolgend «Fonds» genannt) ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen fonds commun de placement nach Teil 2 des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 30. März 1988») bestehend aus Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne des Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Die Konsolidierungswährung ist der Euro. Die Anteilhaber sind am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement in Verbindung mit dem Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen derselben im Mémorial veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Allgemeine Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt ausserdem einen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

4. Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Fondsvermögen der Teilfonds ergibt.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden.

6. Die im Allgemeinen Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar. Anlagebeschränkungen welche zudem auch für den Fonds insgesamt anwendbar sind, sind ebenfalls im Allgemeinen Verwaltungsreglement aufgeführt.

7. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilhaber der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, welche von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

8. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

1. Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die AXXION S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in Luxemburg.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschliesslich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, die unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen.

Art. 3. Die Depotbank

1. Depotbank des Fonds ist die BANQUE DE LUXEMBOURG. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 30. März 1988, dem Depotbankvertrag, diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, den einzelnen Sonderreglements sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt.

a) Sämtliche Investmentanteile, flüssigen Mittel und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte der Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten («Sperrkonten») und Depots («Sperrdepots») verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, der jeweiligen Sonderreglements, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem jeweils geltenden Depotbankvertrag sowie den gesetzlichen Bestimmungen verfügt werden darf.

b) Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung (nach Massgabe des Gesetzes vom 30. März 1988) und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten der Teilfonds beauftragen, sofern diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

c) Die Anlage von Vermögenswerten der Teilfonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement und dem jeweiligen Sonderreglement sowie dem Depotbankvertrag vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

3. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschliesslich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils geltenden Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

- a) Anteile eines Teilfonds gemäss Artikel 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements auf die Zeichner übertragen,
- b) aus den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den betreffenden Teilfonds erworben worden sind,
- c) aus den Sperrkonten die notwendigen Einschüsse beim Abschluss von Terminkontrakten zahlen,
- d) Investmentanteile sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen,
- e) den Umtausch von Investmentanteilen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes, des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der jeweiligen Sonderreglements sowie des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) und des Depotbankvertrages vornehmen bzw. vornehmen lassen,
- f) Dividenden und andere Ausschüttungen (falls vorgesehen) an die Anteilhaber auszahlen,
- g) den Rücknahmepreis gemäss Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements gegen Rückgabe und Ausbuchung der entsprechenden Anteile auszahlen,
- h) das Inkasso eingehender Zahlungen des Ausgabepreises und des Kaufpreises aus dem Verkauf von Investmentanteilen und sonstigen zulässigen Vermögenswerten sowie aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen, Entgelte für den Optionspreis den ein Dritter für das ihm für Rechnung des Teilfondsvermögens eingeräumte Optionsrecht zahlt, Steuergutschriften ((i) falls vorgesehen, (ii) falls vom jeweiligen Teilfonds im Rahmen von Doppelbesteuerungsabkommen zwischen Luxemburg und anderen Ländern rückforderbar und (iii) falls ausdrücklich hierzu von der Verwaltungsgesellschaft angewiesen) vornehmen und diese Zahlungen den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds unverzüglich gutschreiben,
- i) im Zusammenhang mit der Zahlung von Ausschüttungen auf Investmentanteile und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte Eigentums- und andere Bescheinigungen und Bestätigungen ausstellen, aus denen der Name des jeweiligen Teilfonds als Eigentümer hervorgeht und alle weiteren erforderlichen Handlungen für das Inkasso, den Empfang und die Verwahrung aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen oder anderer Zahlungen an den jeweiligen Teilfonds vornehmen sowie die Ausstellung von Inkassoindossamenten im Namen des jeweiligen Teilfonds für alle Schecks, Wechsel oder anderen verkehrsfähigen Investmentanteile und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte.

4. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, dass

- a) alle Vermögenswerte eines Teilfonds unverzüglich auf den Sperrkonten bzw. Sperrdepots des betreffenden Teilfonds eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen,
- b) anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlages und etwaiger Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds verbucht werden,
- c) der Verkauf, die Ausgabe, der Umtausch, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des jeweiligen Teilfonds vorgenommen werden, dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie den Sonderreglements gemäss erfolgen,
- d) die Berechnung des Netto-Inventarwertes und des Wertes der Anteile dem Gesetz und dem Allgemeinen Verwaltungsreglement gemäss erfolgt,
- e) bei allen Geschäften, die sich auf das Vermögen eines Teilfonds beziehen, die Bestimmungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements, der Sonderreglements, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) sowie die gesetzlichen Bestimmungen beachtet werden und der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des jeweiligen Teilfonds bei ihr eingeht,
- f) die Erträge des jeweiligen Teilfondsvermögens dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements sowie den gesetzlichen Bestimmungen gemäss verwendet werden,
- g) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden,
- h) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräusserung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich über- bzw. unterschreitet, und
- i) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Devisenterminkontrakten sowie bezüglich anderer Devisenkurssicherungsgeschäften eingehalten werden.

5. Darüber hinaus wird die Depotbank

- a) nach Massgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens, der Verwaltungsgesellschaft und/oder von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Repräsentanten schriftlich über jede Auszahlung, über den Eingang von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, von unbaren Ausschüttungen und Barausschüttungen, Zinsen und anderen Erträgen sowie über Erträge aus Schuldverschreibungen Bericht erstatten sowie periodisch über alle von der Depotbank gemäss den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft getroffenen Massnahmen unterrichten,

b) nach Massgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens unverzüglich alle sachdienlichen Informationen, die sie von Emittenten erhalten hat, deren Investmentanteile, flüssige Mittel und andere gesetzlich zulässigen Vermögenswerte sie von Zeit zu Zeit verwahrt, oder Informationen, die sie auf andere Weise über von ihr verwahrte Vermögenswerte erhält, unverzüglich an die Verwaltungsgesellschaft weiterleiten,

c) ausschliesslich auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft oder der von ihr ernannten Repräsentanten Stimmrechte aus den Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die sie verwahrt, ausüben, sowie

d) alle zusätzlichen Aufgaben erledigen, die von Zeit zu Zeit zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank schriftlich vereinbart werden.

6. a) Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten bzw. den Sperrdepots des betreffenden Teilfonds nur das in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) festgesetzte Entgelt sowie Ersatz von Aufwendungen.

b) Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, den jeweiligen Sonderreglements, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft.

c) Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, dass den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäss dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen

b) gegen Vollstreckungsmassnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das Vermögen eines Teilfonds vollstreckt wird, für den das jeweilige Teilfondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft direkt bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

8. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schliesst die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

9. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb der gesetzlichen Fristen eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäss dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie, gegebenenfalls, dem jeweiligen Sonderreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds die Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds. Folgende allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds enthalten sind.

1. Risikostreuung

Das Vermögen der Teilfonds wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen gemäss diesem Artikel des Allgemeinen Verwaltungsreglements angelegt.

Es dürfen ausschliesslich Investmentanteile folgender Arten von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften erworben werden:

- in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen, die keine Spezialfonds sind;

- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben und die nach dem Auslandsinvestment-Gesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen;

- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investitionsaufsicht zum Schutz der Anteilhaber unterliegen.

(insgesamt die «Zielfonds» genannt)

Die einzelnen Teilfonds können sich hinsichtlich der Anlageziele und der Arten der Zielfonds sowie hinsichtlich ihrer Gewichtung in Bezug auf die anlagepolitischen Zielsetzungen der Zielfonds unterscheiden.

Im Einklang mit den o.g. Regelungen darf der Fonds Anteile an Zielfonds erwerben, welche in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan aufgelegt wurden. Anteile an offenen Immobilienfonds werden nur erworben, wenn sie deutschen oder luxemburgischen Ursprungs sind und in ihrer Anlagepolitik dem Grundsatz der Risikostreuung sowie den weiteren, auf offene Immobilienfonds gemäss Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen in Verbindung mit den Bestimmungen des Rundschreibens Nr. 91/75 IML anwendbaren oder den zitierten Vorschriften in vergleichbarer Weise entsprechenden Anlagebeschränkungen folgen.

Der Umfang, zu dem in Anteilen von nicht Luxemburger Zielfonds angelegt werden darf, ist nicht begrenzt. Die Investmentanteile der vorgenannten Zielfonds sind in der Regel nicht börsennotiert. Soweit sie börsennotiert sind, handelt es sich um eine Börse in einem OECD-Land.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Anteile von Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds sowie keine anderen Wertpapiere (mit Ausnahme von in Wertpapieren verbrieften Finanzinstrumenten) erworben werden.

Der Wert der Zielfondsanteile darf 51% des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht unterschreiten.

Der jeweilige Teilfonds darf nicht mehr als 20% des Netto-Fondsvermögens in Anteilen eines einzigen Zielfonds anlegen. Für den jeweiligen Teilfonds und für den Fonds insgesamt dürfen nicht mehr als 10% der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erworben werden.

Die im vorstehenden Absatz geregelten Anlagegrenzen beziehen sich bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (Umbrella-Fonds), jeweils auf einen Teilfonds. Dabei darf es nicht zu einer übermässigen Konzentration des Netto-Teilfondsvermögens auf einen einzigen UmbrellaFonds kommen. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen Anteile an Zielfonds, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, entweder nicht oder nur dann erworben werden, wenn diese Anteile nach den Vertragsbedingungen des Investmentfonds oder der Satzung der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.

2. Finanzinstrumente

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Rahmen der ordnungsgemässen Verwaltung für Rechnung des jeweiligen Teilfonds nur mit Absicherungszweck folgende Geschäfte tätigen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben:

a) Devisenterminkontrakte abschliessen sowie Optionsrechte zum Erwerb bzw. zur Veräusserung von Devisen einräumen bzw. erwerben, sowie Optionsrechte auf Zahlung eines Differenzbetrages, der sich an der Wertentwicklung von Devisen oder Devisenterminkontrakten bemisst einräumen oder erwerben.

b) Optionsrechte im Sinne des vorgenannten Absatzes, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrags einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, dass

aa) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem

(1) Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand oder

(2) Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand und dem Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt

bb) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

3. Notierte und nicht notierte Finanzinstrumente im Sinne von vorstehender Nr. 2

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

b) Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden.

c) Die im vorgenannten Absatz genannten Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insofern getätigt werden, als der Verkehrswert des Finanzinstrumentes einschliesslich des zugunsten des jeweiligen Teilfonds bestehenden Saldos aller Ansprüche aus offenen, bereits mit diesem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäften, die ein Finanzinstrument zum Gegenstand haben, 5% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens nicht überschreitet.

Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur dann tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäfte, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten. Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

4. Devisenterminkontrakte und Optionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte mit Absicherungszweck

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf nur zur Währungskurssicherung von in Fremdwährung gehaltenen Vermögensgegenständen für Rechnung des jeweiligen Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten.

b) Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen.

c) Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwelender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäftes benötigt werden.

d) Die Gesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilinhaber für geboten hält.

5. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann flüssige Mittel in Form von Barguthaben und regelmässig gehandelten Geldmarktpapieren in Höhe von bis zu maximal 49% seines Netto-Teilfondsvermögens halten oder als Festgelder anlegen. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben. Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den jeweiligen Teilfonds eine Restlaufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

6. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, die nicht zum Fondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.

b) Das Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c) Der Fonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.

d) Das Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

e) Wertpapierdarlehens- und Pensionsgeschäfte dürfen nicht getätigt werden.

f) Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräusserung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.

g) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen in jenen Ländern vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

7. Kredite und Belastungsverbote

a) Das Fondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstabens b).

b) Kredite zu Lasten des Fonds dürfen nur kurzfristig und bis zur Höhe von 10% des Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

c) Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

Art. 5. Fondsanteile - Ausgabe von Anteilen

1. Fondsanteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds. Die Anteile können in der Form von Inhaber- oder Namensanteilen ausgegeben werden. Die Anteile können als Teilstücke bis zu einem Tausendstel eines Anteils, in ganzen Stücken oder in der Form von Sammelzertifikaten ausgegeben werden, in Stückelungen von 10 oder 100 Anteilen. Teilstücke welche in der Form von Inhaberanteilen ausgegeben werden können nicht materiell geliefert werden und werden bei der Depotbank auf einem Wertpapierkonto verwahrt, das zu diesem Zweck zu eröffnen ist. Namensanteile können durch schriftliche Anweisung an den Transferagent auf Dritte übertragen werden.

2. Alle Fondsanteile an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds zwei Anteilklassen A und B vorsehen. Anteile der Klasse A berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse B keine Ausschüttung erfolgt. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt. Sofern Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

4. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmässig verteilt.

5. Anteile werden an jedem Tag, der zugleich Bankarbeitstag in Luxemburg ist («Bewertungstag»), ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäss Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstellen, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds im betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt aufgeführt wird.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag (unter Ausschluss des Bewertungstags) bei einer der nachgenannten Stellen (unter Ausschluss der deutschen Vertriebsstellen) zahlbar. Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch ermächtigt, Anteile erst auszugeben, wenn der Ausgabepreis bereits bei einer der nachgenannten Stellen eingegangen ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

6. Für alle Zeichnungsanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Zahlstellen oder Vertriebsstellen zwischen 9 und 16.30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Ausgabepreis. Für Zeichnungsanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank nach 16.30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, kommt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Ausgabepreis zur Anwendung.

7. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Vertriebsstellen oder jeder Zahlstelle gezeichnet werden. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und in entsprechender Höhe auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsaufträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückerstatten.

Art. 7. Anteilwertberechnung

Der Wert eines Anteils (der «Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegte Währung (die «Teilfondswährung»). Unbeschadet einer anderweitigen Regelung im Sonderreglement eines entsprechenden Teilfonds wird der Anteilwert von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag, berechnet. Die Berechnung für jede Anteilklasse erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens des jeweiligen Teilfonds durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile jeder Klasse an diesem Teilfonds. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäss den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögens-

werte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das Vermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

1. Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
2. Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.
3. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.
4. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber auf einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere verkauft werden können.
5. Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln festlegt, bewertet.
6. Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäss dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.
7. Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw., Maklerpreisen bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Option zu ihrem jeweiligen Schlussabrechnungspreis («settlement price»).
8. Die auf Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie nicht bereits im Kurswert enthalten sind.
9. Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln festgelegt hat.
10. Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:
 - a) während der Zeit, in der die Anteilwertberechnung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens des betreffenden Teilfonds angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist
 - b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäss durchzuführen.
2. Anleger, welche einen Rücknahme- oder Umtauschvertrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.
3. Jeder Antrag für die Zeichnung, die Rücknahme oder den Umtausch kann im Fall einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes vom Anteilinhaber bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung widerrufen werden.

Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt zum Anteilwert gemäss Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements (Rücknahmepreis) und nur an einem Bewertungstag im Sinne von Artikel 5 Nr. 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag bzw. spätestens innerhalb von sieben Kalendertagen nach Eingang des vollständigen Rücknahmeantrages bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank.
2. Für alle Rücknahmeanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank zwischen 9 und 16:30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Rücknahmepreis je Anteil. Für alle Rücknahmeanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank nach 16:30 Uhr eintreffen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Rücknahmepreis.
3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, dass dem jeweiligen Netto-Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.
4. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme von Anteilen wegen einer Einstellung der Anteilwertberechnung gemäss Art. 8 des Allgemeinen Verwaltungsreglements zeitweilig einzustellen; entsprechendes gilt für den Umtausch von Anteilen.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisa-rechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

7. Der Anteilinhaber kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile eines anderen Teilfonds umtauschen. Der Umtausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben erfolgt auf der Grundlage des jeweils gültigen Anteilwertes des betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision. Die maximale Umtauschprovision, die zugunsten der Vertriebsstelle erhoben werden kann, entspricht der Differenz zwischen dem Höchstbetrag des Ausgabeaufschlages, der im Zusammenhang mit der Ausgabe von Anteilen des Teilfonds erhoben werden kann, abzüglich des Ausgabeaufschlages, der vom Anteilinhaber im Zusammenhang mit der Zeichnung der umzutauschenden Anteile gezahlt wurde, mindestens jedoch 0,5% vom Anteilwert der zu zeichnenden Anteile. Sofern unterschiedliche Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds angeboten werden, ist auch ein Umtausch von Anteilen einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse innerhalb des Teilfonds möglich. In diesem Falle wird keine Umtauschprovision erhoben. Falls für einen Teilfonds keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

8. Für alle Umtauschaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank zwischen 9 und 16:30 Uhr an einem Bewertungstag eintreffen, gilt der am darauffolgenden Bewertungstag ermittelte Anteilwert. Für alle Umtauschaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der nach 16:30 Uhr eintreffen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Anteilwert.

9. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen, den Vertriebsstellen oder der Depotbank zurückgegeben bzw. umgetauscht werden.

Art. 10. Rechnungsjahr - Abschlussprüfung

1. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. Juli eines jeden Jahres und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet am 30. Juni 2003. Zu diesem Datum wird ein erster geprüfter Bericht erstellt werden.

2. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Verwendung der Erträge

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Anteilinhaber dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet Erwähnung im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds sowie im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Teilfondsvermögen des Fonds insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäss Artikel 1 Nr. 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausbezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilklassen gemäss Artikel 5 Nr. 3 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ausschliesslich die Anteile der Anteilklasse A des jeweiligen Teilfonds.

Art. 12. Kosten

Neben den im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegten Kosten trägt jeder Teilfonds folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Für die Verwaltung des jeweiligen Teilfonds erhebt die Verwaltungsgesellschaft ein Entgelt, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement festgelegt ist. Neben der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung der Teilfonds wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet. Soweit ein Zielfonds von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet wird, werden dafür dem jeweiligen Teilfonds von der Verwaltungsgesellschaft keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge und keine Verwaltungsvergütung belastet. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, dass die Verwaltungsgesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung kürzt. Leistungsbezogene Vergütungen und Gebühren für die Anlageberatung fallen ebenfalls unter den Begriff der Verwaltungsvergütung und sind deshalb mit einzubeziehen. Soweit ein Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegt, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist zu berücksichtigen, dass zusätzlich zu den Kosten, die dem Teilfondsvermögen gemäss den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des Sonderreglements und des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) belastet werden, Kosten für das Management und die Verwaltung der Zielfonds, in welchen der Teilfonds anlegt sowie die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann.

2. Das Entgelt der Depotbank, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement für den betreffenden Teilfonds aufgeführt wird, sowie deren Bearbeitungsgebühren und banküblichen Spesen.

3. Das Entgelt der Zentralverwaltungsstelle, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement für den betreffenden Teilfonds aufgeführt wird.

4. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen und den Kapitalgewinnen sowie zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds ausserdem folgende Kosten belasten:

a) die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräusserung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Zielfonds, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist.

b) Steuern, die auf das Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden

c) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber des jeweiligen Teilfonds handeln

d) Kosten des Wirtschaftsprüfers

e) Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des jeweiligen Sonderreglements sowie anderer Dokumente, die den jeweiligen Teilfonds betreffen, einschliesslich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte (nebst Anhängen) oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschliesslich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen/erstellt werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen sowie Druck- und Vertriebskosten sämtlicher weiterer Berichte und Dokumente, die gemäss den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind, die Gebühren an die jeweiligen Repräsentanten im Ausland sowie sämtliche Verwaltungsgebühren

f) die banküblichen Gebühren gegebenenfalls einschliesslich der banküblichen Kosten für die Verwahrung ausländischer Investmentanteile im Ausland

g) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen

h) Kosten der für die Anteilinhaber bestimmten Veröffentlichungen

i) Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen.

Die Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen werden auf maximal 100.000,- Euro geschätzt und werden dem Fondsvermögen der bei der Gründung bestehenden Teilfonds belastet. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten welche nicht ausschliesslich im Zusammenhang mit dem Vermögen eines bestimmten Teilfonds stehen, erfolgt auf die jeweiligen Teilfondsvermögen pro rata durch die Verwaltungsgesellschaft. Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen belastet, dem sie zuzurechnen sind.

Art. 13. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der Sonderreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie jedes Sonderreglements jederzeit vollständig oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements sowie der jeweiligen Sonderreglements werden beim Handelsregister des Bezirksgerichtes Luxemburg hinterlegt und im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tag der Unterzeichnung in Kraft.

Art. 14. Veröffentlichungen

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie alle sonstigen Informationen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erfragt werden. Sie werden ausserdem in mindestens einer überregionalen Tageszeitung eines jeden Vertriebslandes veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Grossherzogtum Luxemburg. In jedem Jahres- und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die jedem Teilfonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds berechnet worden sind, sowie die Vergütung angegeben, die dem jeweiligen Teilfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlagegesellschaft) oder einer anderen Investmentgesellschaft einschliesslich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

3. Verkaufsprospekt (einschliesslich Anhängen), Allgemeines Verwaltungsreglement, die Sonderreglements sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erhältlich. Der jeweils gültige Depotbankvertrag, der Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstellenvertrag sowie die Satzung der Verwaltungsgesellschaft können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und bei den Vertriebsstellen an deren jeweiligen Hauptsitz eingesehen werden.

Art. 15. Auflösung des Fonds

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Unbeschadet dieser Regelung können der Fonds bzw. ein oder mehrere Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt
- b) wenn über die Verwaltungsgesellschaft das Konkursverfahren eröffnet wird oder die Verwaltungsgesellschaft liquidiert wird
- c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäss Artikel 1 Nr. 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements bleibt
- d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Die Anteilhaber, deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können weder die vorzeitige Auflösung noch die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

5. Die Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds gemäss Artikel 15 wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 16. Verschmelzung von Fonds und von Teilfonds

Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates gemäss nachfolgender Bedingungen beschliessen, den Fonds oder einen Teilfonds in einen anderen Fonds, der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Die Verschmelzung kann in folgenden Fällen beschliessen werden:

- Sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, der als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds bzw. den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise verwalten zu können. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Mindestbetrag auf EUR 3 Millionen festgesetzt;

- Sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds oder Teilfonds zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar, als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden Fonds verstösst.

Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds.

Der Beschluss der Verwaltungsgesellschaft zur Verschmelzung von Fonds oder Teilfonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds haben während 1 Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert nach dem Verfahren, wie es in Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements beschrieben ist, zu verlangen. Die Anteile der Anteilhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des aufnehmenden Fonds ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilhaber einen Spitzenausgleich.

Der Beschluss, einen Fonds oder einen Teilfonds mit einem ausländischen Fonds zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds. Die Einladung zu der Versammlung der Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens acht Tagen und acht Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht. Der Beschluss zur Verschmelzung des Fonds mit einem ausländischen Fonds unterliegt einem Anwesenheitsquorum von 50% der sich im Umlauf befindlichen Anteilen und wird mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder der mittels einer Vollmacht vertretenen Anteile getroffen, wobei nur die Anteilhaber an den Beschluss gebunden sind, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei den Anteilhabern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, wird davon ausgegangen, dass sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäss vorstehender Bedingungen ebenfalls jederzeit beschliessen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds des Fonds oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen zuzuteilen und die Anteile als Anteile eines anderen Teilfonds (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich, und der Auszahlung der Anteilsbruchteile an die Anteilhaber) neu zu bestimmen.

Art. 17. Verjährung

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden, davon unberührt bleibt die in Artikel 15 Nr. 3 enthaltene Regelung.

Die Vorlegungsfrist für Ertragscheine beträgt 5 Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge die nicht innerhalb dieser Frist geltend gemacht wurden verfallen zugunsten des Fonds.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds sowie das jeweilige Sonderreglement des einzelnen Teilfonds unterliegt Luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988. Das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie die jeweiligen Sonderreglements sind bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Grossherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements ist massgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Art. 19. Inkrafttreten

Das Allgemeine Verwaltungsreglement tritt am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist.

Luxemburg, den 23. Juli 2002.

AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG

Unterschriften / Unterschriften

Sonderreglement CONSILIA SELECT - DACHKONZEPT

Für den Teilfonds CONSILIA SELECT - DACHKONZEPT (der 'Teilfonds' oder DACHKONZEPT') gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Der DACHKONZEPT strebt als Anlageziel ein möglichst hohes Kapitalwachstum in Euro an. Für den DACHKONZEPT sollen vorwiegend Anteile an international anlegenden Aktienfonds sowie daneben von Renten- und Immobilienfonds, die den Regelungen des Kapitels «Allgemeine Bestimmungen der Anlagepolitik» entsprechen, erworben werden. Bei den Aktienfonds handelt es sich sowohl um Branchenfonds als auch um breit diversifizierte Fonds, die in Standardaktien als auch in Wachstumswerte (sog. «Mid- und Small-Caps») investieren. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig in einem dieser Anlagesegmente angelegt werden. Die Dauer des DACHKONZEPT ist unbegrenzt.

Art. 2. Teilfondswährung

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäss Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlags von bis zu 5,75% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäss Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

Art. 3. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von 1,5% p.a. zu erhalten, das anteilig monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Ferner erhält die Verwaltungsgesellschaft ein erfolgsabhängiges Entgelt von bis zu 10% p.a. des 10% übersteigenden Wertzuwachses des Anteilwertes, das anteilig auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Jahres zu berechnen und am Jahresende auszuzahlen ist; etwaige Wertminderungen und Verluste in einem Geschäftsjahr werden auf das kommende Geschäftsjahr vorgetragen, und ein Erfolgshonorar fällt erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

2. Die Depotbank erhält ein Entgelt von bis zu

- 0,11% p.a. berechnet auf das durchschnittliche Nettovermögen des Teilfonds für die Tranche des Netto-Teilfondsvermögens bis zu EUR 75 Mio.;

- 0,09% p.a. berechnet auf das durchschnittliche Nettovermögen des Teilfonds für die Tranche des Netto-Teilfondsvermögens ab EUR 75 Mio.

sowie Bearbeitungsgebühren und bankübliche Spesen. Die Depotbankvergütung wird quartalsweise berechnet und ausgezahlt.

3. Die Zentralverwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Grundgebühr von EUR 25.000 p.a. im 1. Geschäftsjahr bzw. EUR 30.000,- p.a. ab dem 2. Geschäftsjahr zzgl. einer weiteren Gebühr von max. 0,68% p.a. (mind. EUR 25.000,-). Die Vergütung der Zentralverwaltungsstelle ist quartalsweise auf das durchschnittliche Netto-Teilfondsvermögen zu berechnen und quartalsweise nachträglich auszuzahlen.

Art. 4. Ausschüttungspolitik

Es werden Anteile der Klasse B ausgegeben, die keine Ausschüttung vornehmen, sondern die Erträge thesaurieren.

Art. 5. Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 6. Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 23. Juli 2002 in Kraft getreten und wird am 14. August 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» (Mémorial), dem Amtsblatt des Grossherzogtums Luxemburg, veröffentlicht.

Luxemburg, den 23. Juli 2002.

AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2002, vol. 571, fol. 51, case 3. – Reçu 12,- euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(57467/007/656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2002.

GecKo PROMOTIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 249, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 74.993.

L'an deux mille deux, le six juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de GecKo PROMOTIONS, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à L-4303 Esch-sur-Alzette, 10, place des Remparts, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 74993, (ci-après: «la Société»).

La Société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 mars 2000, publié au Mémorial C numéro 505 du 15 juillet 2000.

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors. L'assemblée générale extraordinaire se compose des trois (3) seuls et uniques associés, à savoir:

1.- La société à responsabilité limitée IMMOBILIERE GecKo, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-4303 Esch-sur-Alzette, 10, place des Remparts (R.C. Luxembourg, section B numéro 68.341), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 février 1999, publié au Mémorial C numéro 292 du 17 avril 1999, ici représentée par ses deux seuls gérants:

a) Monsieur Patrice Griffi, indépendant, demeurant à L-4397 Pontpierre, 9, am Bockelsfeld;

b) Monsieur Jean-Luc Kremer, indépendant, demeurant à L-3943 Mondercange, 3, rue de Reckange;

les deux habilités à engager valablement la prédite société par leur signature conjointe.

2.- Monsieur Patrice Griffi, préqualifié, agissant en son nom personnel.

3.- Monsieur Jean-Luc Kremer, préqualifié, agissant en son nom personnel.

Lesquels comparants, agissant en leur susdite qualité, ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit leurs résolutions, prises chacune séparément, à l'unanimité et sur ordre du jour conforme.

Première résolution

Les associés décident de transférer le siège social statutaire et administratif de la Société de la Ville d'Esch-sur-Alzette à Luxembourg-Ville et de modifier en conséquence l'article cinq, premier alinéa des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

Art. 5. 1^{er} alinéa. «Le siège social est établi à Luxembourg.»

Deuxième résolution

Les associés décident de fixer la nouvelle adresse de la Société au 249, route de Longwy, L-1941 Luxembourg.

Dont acte, passé à Belvaux, en l'étude du notaire instrumentant, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Griffi - J.-L. Kremer - J.J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 10 juin 2002, vol. 869, fol. 40, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 12 juin 2002.

J.J. Wagner.

(44417/239/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

GecKo PROMOTIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 249, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 74.993.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 juin 2002.

J.J. Wagner.

(44418/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

SAMBA LUXEMBOURG, Fonds Commun de Placement.*Amendment to the management regulations*

SAMBA INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., (the «Management Company»), acting as Management Company to SAMBA LUXEMBOURG (the «Fund») and with the approval of CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A. as Custodian of the Fund, has decided to amend the Management Regulations of the Fund as follows:

1. In **art. 17. Duration of the Ucits - Dissolution - Amalgamation** the wording «... at least two months...» in the last sentence of the article shall be replaced by «...at least one month...».

2. The following sentence is added in **art. 17. Duration of the Ucits - Dissolution - Amalgamation** as last paragraph:

«Under the same conditions as provided in the precedent paragraph, the Management Company may decide, with the approval of the Custodian Bank, to merge one or more Funds or the Ucits into another Luxembourg mutual fund regulated by Part I of the Luxembourg law of 30th March, 1988 relating to undertakings for collective investment.»

These amendments shall become effective on 19th August, 2002.

Luxembourg, 24th July, 2002.

SAMBA INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

as *Management Company*

Z. Al-Mousa

CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A.

as *Custodian*

F. Pedrini

Vice-President

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2002, vol. 573, fol. 7, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(60521/260/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2002.

REPEG HOLDINGS LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 84.396.

In the year two thousand and two, on the twenty-eighth day of May.

Before Us Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

WEPLA BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH, a company established under the laws of Germany having its registered office in D-60325 Frankfurt/Main, 12, Taunusanlage, in its capacity as sole shareholder of REPEG HOLDINGS LUX, S.à r.l., (hereafter the «Company»), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of Jean Seckler, notary residing in Junglinster, of 18th October, 2001, which has been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary, of 15th April, 2002, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations,

here represented by Monsieur Jean Schaffner, attorney-at-law, residing in Luxembourg,

by virtue of a power of attorney given in Frankfurt/Main on 3rd April, 2002,

himself here represented by Mr Jean-Luc Fisch, attorney-at-law, residing in Luxembourg,

by virtue of a power of substitution, given in Luxembourg on 27th May, 2002,

which proxy with power of substitution, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The sole shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to contribute to the Company an amount of EUR 226,680.- and to increase the subscribed share capital of the Company in an amount of EUR 226,625.- from its current amount of EUR 990,625.- to EUR 1,217,250.- by way of creation and of issue of 1,813 new shares having a nominal value of EUR 125.- per share and the payment of an issue premium of EUR 55.- by way of a contribution in cash. All the 1,813 shares to be issued have been fully subscribed and paid up in cash and the issue premium of EUR 55.- has been paid by the single partner so that the amount of EUR 226,680.- is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Second resolution

As a consequence of the first resolution, article six of the articles of association shall henceforth read in its English version as follows:

«**Art. 6.** The Company's subscribed share capital is set at EUR 1,217,250.- represented by 9,738 shares having a nominal value of EUR 125.- per share each.»

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and French version, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to mandatory of the person appearing, said mandatory signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le vingt-huit mai.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

WEPLA BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT mbH, une société de droit allemand ayant son siège statutaire à D-60325 Francfort/Main, 12, Taunusanlage, agissant en sa qualité d'associé unique de la société REPEG HOLDINGS LUX, S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois constituée suivant un acte reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster en date du 18 octobre 2001, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, lequel acte a été modifié à différentes reprises et en dernier lieu par un acte reçu par le notaire soussigné en date du 15 avril 2002, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations,

ici représentée par Monsieur Jean Schaffner, avocat résidant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Francfort/Main, le 3 avril 2002.

lui-même ici représenté par Maître Jean-Luc Fisch, avocat à la Cour, résident à Luxembourg,

en vertu d'un pouvoir de substitution donné à Luxembourg le 27 mai 2002.

Laquelle procuration avec pouvoir de substitution, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant, ès-qualités en vertu desquelles il agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter les résolutions qui suivent:

Première résolution

L'associé unique décide d'apporter à la Société un montant de EUR 226.680,- et d'augmenter le capital social de la société à concurrence de EUR 226.625,- du montant actuel de EUR 990.625,- jusqu'à EUR 1.217.250,- par voie de création et d'émission de 1.813 parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 125,- chacune et par paiement d'une prime d'émission de EUR 55,- par voie d'un apport en numéraire. L'ensemble des 1.813 parts sociales a été intégralement souscrit et libéré en numéraire et la prime d'émission a été payée par l'associé unique de sorte que la somme de EUR 226.680,- est à la libre disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la première résolution, l'article six des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante en sa version française:

«**Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 1.217.305,- représenté par 9.738 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125,- chacune.»

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du comparant, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête du comparant, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J-L. Fisch, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2002, vol. 135S, fol. 70, case 5. – Reçu 2.266,80 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2002.

A. Schwachtgen.

(44596/230/85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

REPEG HOLDINGS LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 84.396.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 648 du 28 mai 2002, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2002.

A. Schwachtgen.

(44597/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

**ADD^{Funds}, SICAV, Gesellschaft mit variablem Kapital,
(anc. TRAFINA INVESTMENT FUNDS)**

Gesellschaftssitz: L-2449 Luxemburg, 14, boulevard Royal.
H. R. Luxemburg B 80.495.

Im Jahre zweitausendundzwei, am 31. Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jacques Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt,

Ist die aussergewöhnliche Generalversammlung der Gesellschaft TRAFINA INVESTMENT FUNDS, mit Sitz in Luxemburg, 14, Boulevard Royal, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Sektion B und der Nummer 80.495, zusammengetreten.

Welche Gesellschaft gegründet wurde gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 2. Februar 2001, veröffentlicht im Mémorial C -2001, Seite 7.555.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Lucienne Andring, Angestellte, 14, bd Royal, Luxembourg.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Valérie Deny, Angestellte, 14, bd Royal, Luxembourg.

Die Versammlung bestellt zum Stimmzähler Frau Nancy Braun, Angestellte, 14, bd Royal, Luxembourg.

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung fest, dass:

I. Die Aktionäre, sowie deren bevollmächtigte Vertreter unter Angabe der Namen, Vornamen, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien, auf einer Anwesenheitsliste verzeichnet sind, und dass sich die Aktionäre beziehungsweise deren Vertreter, auf dieser Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen haben.

II. Gegenwärtige Versammlung wurde einberufen:

1. laut «Einschreibebrief» vom 16. Juli 2002

2. und laut Anzeigen im:

- «Mémorial C N°1081 vom 15. Juli und N° 1114 vom 22. Juli 2002;
- «Luxemburger Wort» vom 15. und 22. Juli 2002;
- «Neue Zürcher Zeitung» vom 15. und 22. Juli 2002;
- «Schweizer Handelsamtsblatt» vom 15. und 22. Juli 2002;
- «Börsenzeitung» vom 13. und 23. Juli 2002.

III. Aus dieser Anwesenheitsliste hervorgeht, dass von 213.615 ausgestellten Aktien, 136.001 Aktien in dieser Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung ordnungsgemäss zusammengekommen ist und in gültiger Form über alle Punkte der nachstehende Tagesordnung entscheiden kann.

Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Versammlungsvorstand gezeichnet. Sie wird gegenwärtigem Protokoll nebst den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen ne varietur gezeichnet wurden, beigefügt bleiben, um mit derselben einregistriert zu werden.

IV. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Abänderung des Art. 1 der Satzung wie folgt:

«**Art 1. Bezeichnung** Es besteht eine Aktiengesellschaft («Société Anonyme»), die in der Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital («SICAV») unter der Bezeichnung ADD^{Funds} («die Gesellschaft») tätig ist.»

2. Umbesetzung des Verwaltungsrates

Michael Kiepert (Präsident) and Stéphane Wüthrich (Mitglied) treten als Verwaltungsräte zurück. An ihrer Stelle nehmen neu Raymond Reitzer (Präsident) und Jean-Nicolas Fahrenberg (Mitglied) Einsitz in den Verwaltungsrat.

Alsdann werden nach erfolgter Beratschlagung durch die Versammlung, welche sich als beschlussfähig erkennt, folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschliesst den Gesellschaftsnamen zu ändern und Artikel 1 der Satzung wie folgt abzuändern:

«**Art 1. Bezeichnung** Es besteht eine Aktiengesellschaft («Société Anonyme»), die in der Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital («SICAV») unter der Bezeichnung ADD^{Funds} («die Gesellschaft») tätig ist.»

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschliesst eine teilweise Umbesetzung des Verwaltungsrates, nachdem Michael Kiepert (Präsident) und Stéphane Wüthrich (Mitglied) als Verwaltungsräte zurückgetreten sind.

An ihrer Stelle nehmen neu, Raymond Reitzer (Präsident) und Jean-Nicolas Fahrenberg (Mitglied), Einsitz in den Verwaltungsrat.

ihr Mandat endet anlässlich der jährlichen Generalversammlung welche im Jahre 2003 stattfinden wird.

Dritter Beschluss

Um die Satzung mit dem ersten Beschluss in Einklang zu bringen, beschliesst die Generalversammlung der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut zu geben.

1. Kapitel - Bezeichnung - Sitz - Dauer - Gegenstand der Gesellschaft

Art. 1. Bezeichnung Es besteht eine Aktiengesellschaft («Société Anonyme»), die in der Form einer Gesellschaft mit variablem Kapital («SICAV») unter der Bezeichnung ADD^{Funds} («die Gesellschaft») tätig ist.

Art. 2. Gesellschaftssitz Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt im Grossherzogtum Luxemburg. Die Gesellschaft kann durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrats Zweigstellen oder Geschäftsstellen im Grossherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

Innerhalb der Gemeinde Luxemburg kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats an einen anderen Ort verlegt werden.

Falls nach Meinung des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse bestehen, durch die die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit diesem Sitz oder dieses Sitzes mit dem Ausland behindert wird, oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Verwaltungsrat den Sitz provisorisch bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Lage ins Ausland verlegen; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz dieser provisorischen Sitzverlegung luxemburgisch bleibt.

Art. 3. Dauer Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.

Art. 4. Gegenstand Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage von Geldern, die ihr zur Verfügung stehen, in verschiedenen Wertpapieren mit dem Ziel der Risikostreuung und dem Ziel, die Anteilhaber in den Genuss der Erträge der Verwaltung ihres Wertpapierbestands kommen zu lassen.

Im Rahmen der Realisierung ihres Gegenstands kann die Gesellschaft insbesondere, ohne dass diese Aufzählung einschränkend ist, jedoch vorbehaltlich der Einhaltung der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung, durch Ankauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise Wertpapiere jeder Art erwerben und durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Weise Wertpapiere jeder Art veräußern, den Bestand, über den sie verfügt, verwalten und gewinnbringend anlegen, und allgemein alle Maßnahmen treffen und jede Tätigkeit ausüben, die ihr zur Erfüllung oder Förderung ihres Gegenstands im weitesten Sinne des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen, nützlich erscheinen.

Kapitel II. - Gesellschaftskapital - Eigenschaften der Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital - Teilfonds-Aktienklassen Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Anteilen ohne Wertbenennung und ist jederzeit gleich dem Gegenwert in Euro, des gesamten Nettovermögens aller Teilfonds der Gesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung. Das Mindestkapital beträgt EUR 1.239.467,62,-.

Das Gründungskapital beträgt EUR 32.635,- (Zweiunddreißigtausendsechshundertfünfunddreißig Euro) eingeteilt in 500 Aktien ohne Nennwert.

Die Aktien, die gemäß Artikel 8 dieser Satzung ausgegeben werden, können nach Wahl des Verwaltungsrats verschiedenen Teilfonds angehören und die Erlöse aus der Ausgabe der Anteile in jedem Teilfonds werden gemäß Artikel 4 dieser Satzung in Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten angelegt, die bestimmten geographischen Gebieten, Industriesektoren, Währungszonen angehören, oder besonderen Aktien- oder Obligationsarten bzw. einer besonderen Ausschüttungspolitik entsprechen oder eine bestimmte Verkaufsgebührenstruktur haben, wie sie der Verwaltungsrat für jeden Teilfonds bestimmt. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls bestimmen, in jedem Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im allgemeinen gemäß der besonderen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt werden, aber diesbezüglich eine Spezialstruktur in Bezug auf Ausgabe, Rücknahme und Verwaltungsgebühr besteht oder eine andere Ausschüttungspolitik vorgenommen wird.

Der Betrag des Gesellschaftskapitals ist jederzeit gleich dem Wert des Nettovermögens aller Teilfonds zusammen genommen. Alle Verbindlichkeiten und Verpflichtungen eines jeden Teilfonds verpflichten nur diesen Teilfonds. In der Beziehung zwischen den Aktionären stellt jeder Teilfonds eine eigenständige Struktur dar.

Art. 6. Ausschüttende Aktien - Thesaurierende Aktien Die Gesellschaft ist ermächtigt für jeden Teilfonds, ausschüttende Aktien oder thesaurierende Aktien auszugeben.

Eine ausschüttende Aktie ist eine Aktie, die grundsätzlich dem Inhaber das Recht verleiht, eine Bardividende zu erhalten, je nach Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre und dies im Rahmen der vom Gesetz vorgesehenen Grenzen.

Eine thesaurierende Aktie ist eine Aktie, der grundsätzlich dem Inhaber kein Recht verleiht, eine Dividende zu erhalten; der Anteil des auszuschüttenden Betrags, der dem Inhaber nicht ausgeschüttet wird, wird in dem Teilfonds thesauriert, aus dem diese thesaurierende Aktie hervorgeht. Innerhalb eines Teilfonds wird die Aufteilung des Ausschüttungsbetrags zwischen ausschüttenden- und thesaurierenden Aktien aus diesem Teilfonds gemäß den Bestimmungen von Artikel 31 dieser Satzung vorgenommen.

Im übrigen verleihen die Ausschüttungsaktien und die thesaurierenden Aktien ihren Inhabern die gleichen Rechte, insbesondere das Stimmrecht in den Aktionärsversammlungen.

Art. 7. Form der Aktien Jede Aktie, ob ausschüttende oder thesaurierende Aktie und gleich welchem Teilfonds sie angehört, kann auf den Namen oder auf den Inhaber ausgegeben werden.

Die Aktien können in Bruchteilen ausgegeben werden, in Einheitsaktien oder als Zertifikate, die mehrere Aktien repräsentieren, in der Form und den Stückelungen, die der Verwaltungsrat bestimmt.

Falls ein Eigentümer von Inhaberaktien den Tausch seiner Aktien gegen Aktien in anderen Stückelungen oder den Umtausch in Namensaktien beantragt, werden ihm die Kosten dieses Umtauschs in Rechnung gestellt. Die Aktien werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Beide Unterschriften können entweder handschriftlich, gedruckt, oder mit Unterschriftsstempel angebracht werden, jedoch kann eine der Unterschriften von einer Person geleistet werden, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat beauftragt wurde; in diesem Fall hat die Unterschrift handschriftlich angebracht zu sein. Die Gesellschaft kann provisorische Aktien in der Form ausgeben, die der Verwaltungsrat bestimmt.

Die Aktien können nur nach Annahme der Zeichnung und Eingang des Preises gemäß Artikel 8 dieser Satzung ausgegeben werden. Nach der Annahme der Zeichnung und dem Eingang des Preises werden die gezeichneten Aktien dem Zeichner zugeteilt.

Alle Namensaktien, die von der Gesellschaft ausgegeben werden, werden im Aktionärsregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen, die von der Gesellschaft zu diesem Zweck bestellt sind, geführt wird; der Eintrag hat den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen Wohnort oder sein Wahlheimatort, die Anzahl der Namensaktien in seinem Besitz und den für diese Aktien gezahlten Betrag anzugeben. Jede Übertragung zwischen Lebenden oder im Todesfall in Bezug auf Namensaktien wird im Aktionärsregister eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Direktoren oder Bevollmächtigten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren anderen Personen unterzeichnet werden, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat beauftragt sind.

Die Übertragung von Namensaktien geschieht durch Lieferung an die Gesellschaft der Aktien, die diese Aktien repräsentieren, zusammen mit allen anderen Übertragungsurkunden, die von der Gesellschaft gefordert werden, oder, falls keine Aktien ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen und vom Veräußerer und vom Erwerber, oder von ihren Bevollmächtigten, die die geeigneten Vollmachten nachweisen können, datiert und unterzeichnet ist.

Jeder Aktionär, der Aktien für Namensaktien zu erhalten wünscht, hat der Gesellschaft eine Anschrift zu nennen, an die alle Mitteilungen und alle Informationen verschickt werden. Diese Anschrift wird ebenfalls im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Inhaber von Namensaktien der Gesellschaft keine Anschrift mitgeteilt hat, wird diesbezüglich ein Vermerk im Aktionärsregister vorgenommen, und es wird angenommen, dass sich die Anschrift dieses Aktionärs am Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jeder anderen Adresse, die von der Gesellschaft bestimmt wird, bis dass dieser Aktionär der Gesellschaft eine neue Adresse mitgeteilt hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Erklärung ändern, die an die Gesellschaft am Sitz oder an jede andere von der Gesellschaft bestimmte Adresse zu richten ist.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft nachweisen kann, dass seine Aktie abhanden gekommen ist oder zerstört wurde, kann ihm auf seine Anfrage hin ein Duplikat zu den Bedingungen und Garantien ausgestellt werden, die die Gesellschaft bestimmt, insbesondere in Form einer Versicherung, unbeschadet jeder anderen Form von Garantie nach Wahl der Gesellschaft. Sofort nach der Ausgabe der neuen Aktie, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das Original unwirksam.

Die beschädigten Aktien können von der Gesellschaft umgetauscht werden.

Die beschädigten Aktien werden bei der Gesellschaft hinterlegt und sofort für nichtig erklärt.

Nach freiem Ermessen kann die Gesellschaft dem Aktionär die Kosten des Duplikats oder der neuen Aktie sowie alle anderen ihr entstandenen berechtigten Kosten in Verbindung mit der Ausgabe und der Eintragung ins Register oder mit der Vernichtung der alten Aktie in Rechnung stellen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Bei mehreren Inhabern einer Aktie ist die Gesellschaft berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit der Aktie verbunden sind, auszusetzen, bis dass eine einzige Person zum Aktionär bestellt wurde.

Art. 8. Ausgabe von Aktien Innerhalb eines jeden Teilfonds ist der Verwaltungsrat befugt, jederzeit und ohne Einschränkung voll eingezahlte zusätzliche Aktien auszugeben, ohne den bereits bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht einzuräumen.

Falls die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, ist der Preis der angebotenen Aktien, gleichgültig in welchem Teilfonds diese Aktien ausgegeben werden, gleich dem Nettoinventarwert dieser Aktien gemäß dem in Artikel 12 dieser Satzung für jeden Teilfonds bestimmten Wert. Auf diesen Preis werden Gebühren aufgeschlagen, wie sie die Verkaufsunterlagen dieser Aktien angeben. Alle Vergütungen für die Vermittler, die bei der Anlage der Aktien vermitteln, sind in diesen Gebühren inbegriffen. Der auf diese Weise bestimmte Preis wird spätestens fünf Bankgeschäftstage nach dem Bestimmungstag des anwendbaren Nettoinventarwertes fällig.

Je nachdem, ob die in einem Teilfonds ausgegebenen Aktien ausschüttende oder thesaurierende Aktien sind, ändert sich ihr Ausgabepreis gemäß verschiedenen Prozentsätzen, die einerseits den Anteil der gesamten ausschüttenden Aktien, andererseits den Anteil der gesamten thesaurierenden Aktien am Gesamtbetrag des Nettovermögens dieses Teilfonds darstellen, wie er unter V von Artikel 12 dieser Satzung näher bestimmt wird.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, jedem Direktor oder jedem anderen Bevollmächtigten der Gesellschaft, die dazu beauftragt sind, die Aufgabe übertragen, Zeichnungen, Rücknahmen oder Tauschanträge entgegenzunehmen und den Preis der neuen Aktien, die auszugeben, zurückzunehmen oder umzutauschen sind, zu zahlen oder entgegenzunehmen.

Art. 9. Rücknahme der Aktien Jeder Aktionär hat das Recht, jederzeit bei der Gesellschaft die Rücknahme eines Teils oder der Gesamtheit der Aktien, die in seinem Besitz sind, zu beantragen.

Der Rücknahmepreis einer Aktie, je nach dem Teilfonds, aus dem er stammt, ist gleich dem Nettoinventarwert, wie er für jeden Teilfonds gemäß Artikel 12 dieser Satzung bestimmt wird. In der Masse und in der Zeit, in denen bei den Aktien, die einem bestimmten Teilfonds angehören, ausschüttende Aktien und thesaurierende Aktien ausgegeben wurden und sich im Umlauf befinden, ist der Rücknahmepreis einer Aktie außerdem an verschiedene Prozentsätze gebunden, die einerseits den Anteil der gesamten ausschüttenden Aktien und andererseits den Anteil der gesamten thesaurierenden Aktien am Gesamtbetrag des Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds darstellen, wie er unter V von Artikel 12 dieser Satzung bestimmt wird.

Der Rücknahmepreis reduziert sich um Rücknahmegebühren, wie sie die Verkaufsdokumentation der Aktien aufführt. Jeder Rücknahmeantrag ist vom Aktionär schriftlich an den Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an jede andere Stelle, die von der Gesellschaft zu diesem Zweck beauftragt ist, zu richten.

Der Rücknahmepreis wird spätestens fünf Bankgeschäftstage nach dem Tag der Bestimmung des anwendbaren Nettoinventarwertes, oder dem Tag, an dem die Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, falls dieser Tag später fällt, gezahlt. Jeder Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, ausser im Falle der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventar-

wertes der Aktien. Der Rücknahmeantrag muss von der oder den Aktie(n) sowie von den notwendigen Dokumenten begleitet sein, die zur Übertragung erforderlich sind, ehe der Rücknahmepreis ausgezahlt wird.

Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden für nichtig erklärt.

Art. 10. Umtausch von Aktien Jeder Aktionär ist berechtigt, von einem Teilfonds in einen anderen Teilfonds zu wechseln, indem er den Umtausch der Aktien eines Teilfonds, die in seinem Besitz sind, in Aktien eines anderen Teilfonds beantragt.

Der Umtausch der Aktien von einem Teilfonds in einen anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktien, wie an einem Bewertungstag ermittelt.

Der Verwaltungsrat kann die Einschränkungen auferlegen, die er als notwendig erachtet in Hinblick auf die Häufigkeit der Tauschanträge und er kann die Zahlung von Umtauschkosten, deren Betrag er angemessen festlegt, bestimmen.

In dem Masse, in dem und zu einer Zeit, in der in einem oder mehreren Teilfonds der Gesellschaft mehrere Aktienklassen ausgegeben wurden und im Umlauf sind, ist das Recht zum Umtausch außerdem folgenden Bedingungen unterworfen. Ein Inhaber von Aktien einer Aktienklasse hat das Recht, diese insgesamt oder teilweise in Aktien einer anderen Aktienklasse umzutauschen, und umgekehrt, sei dies innerhalb desselben Teilfonds oder zwischen verschiedenen Teilfonds. Falls ein Umtausch innerhalb eines Teilfonds stattfindet, berücksichtigt der Umtauschpreis die Tatsache, dass der Prozentsatz des gesamten Nettovermögens dieses Teilfonds, das auf die Gesamtheit der Aktien einer Aktienklasse dieses Teilfonds entfällt, gegebenenfalls angeglichen werden muss. Falls ein Umtausch zwischen verschiedenen Teilfonds stattfindet, wird die Gewichtung gemäß dem vorhergehenden Satz, gegebenenfalls, zu derjenigen geschlagen, die daraus entsteht, dass in beiden betroffenen Teilfonds der Nettoinventarwert der Aktien entsprechend dem Nettoinventarwert eines jeden Teilfonds abweicht; dabei wird der unterschiedlichen Parität, die jeder Teilfonds am Nettovermögen der Gesellschaft einnimmt, Rechnung getragen.

Aktien, die in andere Aktien umgetauscht wurden, werden für nichtig erklärt.

Art. 11. Beschränkungen beim Besitz von Aktien Die Gesellschaft kann die Beschränkungen bestimmen, die sie für nützlich erachtet, um sicherzustellen, dass keine Aktie der Gesellschaft von einer Person erworben wurde oder in ihrem Besitz ist, die (a) gegen das Gesetz oder sonstige Vorschriften eines Landes oder einer Behörde verstößt, oder (b) durch deren Lage nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft steuerliche oder andere finanzielle Nachteile für die Gesellschaft entstehen würden, die sonst nicht entstanden wären.

Insbesondere kann sie das Eigentum von Aktien gegenüber natürlichen oder juristischen Personen und das Eigentum seitens Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika, wie nachstehend definiert, einschränken oder untersagen:

Zu diesem Zweck:

1. kann die Gesellschaft die Ausgabe von Aktien und die Eintragung von Aktienübertragungen ablehnen, falls sie der Auffassung ist, dass eine solche Ausgabe oder Übertragung zur Folge hätte oder haben könnte, dass das Eigentum der Aktien an einen Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika fallen würde; und

2. die Gesellschaft kann von jeder Person, die im Aktionärsregister eingetragen ist, oder von jeder anderen Person, die eine Übertragung von Aktien beantragt, verlangen, ihr alle Informationen und Aktien zur Verfügung zu stellen, die sie für notwendig erachtet, und die gegebenenfalls von einer eidesstattlichen Erklärung begleitet sind mit dem Ziel festzustellen, ob diese Aktien das Eigentum von Staatsangehörigen der Vereinigten Staaten von Amerika sind oder werden; und

3. die Gesellschaft kann zum Zwangsrückkauf schreiten, falls sie der Auffassung ist, dass ein Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten von Amerika allein oder mit anderen Eigentümer von Aktien der Gesellschaft ist. In diesem Fall wird folgendes Verfahren angewandt:

a) die Gesellschaft lässt dem Aktionär, der die Aktien hält oder der im Aktionärsregister als Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien verzeichnet ist, eine Mitteilung (nachstehend «Rückkaufbescheid») zugehen; der Rückkaufbescheid definiert die zurückzukaufenden Titel, den zu zahlenden Rücknahmepreis und den Ort, an dem die Zahlung dieses Preises zu erfolgen hat. Der Rückkaufbescheid kann dem Aktionär mittels Einschreibebrief zugehen, der an seine zuletzt bekannte Anschrift oder an die im Aktionärsregister eingetragene Anschrift adressiert ist. Der betroffene Aktionär ist gehalten, der Gesellschaft unverzüglich den oder gegebenenfalls die Aktie(n) zu übergeben, die die im Rückkaufbescheid aufgeführten Aktien repräsentieren.

Sofort nach Geschäftsschluss des im Rückkaufbescheid angegebenen Tages scheidet der betroffene Aktionär als Inhaber der im Rückkaufbescheid angegebenen Aktien aus; und im Falle von Namensaktien wird sein Name als Inhaber dieser Aktien im Aktionärsregister gestrichen; bei Inhaberaktien werden die oder die Aktienzertifikate(n), die die Aktien repräsentieren, in den Büchern der Gesellschaft für nichtig erklärt;

b) Der Preis, zu dem die im Rückkaufbescheid erwähnten Aktien zurückgenommen werden («der Rückkaufpreis») ist gleich dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft, wie in Artikel 12 dieser Satzung bestimmt, abzüglich eventueller Rücknahmegebühren.

c) Die Zahlung des Rückkaufpreises erfolgt in der Währung, die der Verwaltungsrat bestimmt; der Betrag wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderenorts hinterlegt, wie im Rückkaufbescheid angegeben, die Bank zahlt den Preis dem betreffenden Aktionär gegen Übergabe der Aktie(n), die im Rückkaufbescheid angegeben sind, aus. Sofort nach Hinterlegung des Betrages gemäß diesen Bedingungen kann keine Person, die ein Interesse bezüglich der im Rückkaufbescheid erwähnten Aktien hat, ein Recht auf diese Aktien geltend machen oder gegen die Gesellschaft und ihr Vermögen vorgehen, außer der Aktionär, der als Inhaber der Aktien auftritt, kann den gezahlten Preis (zinslos) bei der Bank gegen Übergabe der Aktien einfordern.

d) Die Ausübung der Vollmachten durch die Gesellschaft, die ihr in diesem Artikel verliehen werden, kann in keinem Fall in Frage gestellt oder für kraftlos erklärt werden aus dem Grunde, dass das Eigentum an Aktien nicht genügend nachgewiesen werden kann, oder dass eine Aktie im Eigentum einer anderen Person stand, als von der Gesellschaft bei Ab-

sendung des Rückkaufbescheides angenommen, unter der Bedingung, dass die Gesellschaft ihre Rechte in gutem Glauben ausgeübt hat, und

4. Die Gesellschaft kann bei jeder Aktionärsversammlung das Stimmrecht jeder Person, deren Recht, ein Aktionär der Gesellschaft zu sein, aberkannt wurde, verweigern.

Der in dieser Satzung benutzte Ausdruck «Staatsangehöriger der Vereinigten Staaten von Amerika» bezieht sich auf jeden Staatsangehörigen, Staatsbürger oder Gebietsansässigen der Vereinigten Staaten von Amerika oder eines ihrer Gebiete oder ihrer Territorien in ihrem Zuständigkeitsbereich bzw. Personen, die dort ihren normalen Wohnsitz haben (einschließlich des Nachlasses aller Personen, Gesellschaften oder dort gegründeter oder organisierter Unternehmen).

Art. 12. Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien Der Nettoinventarwert einer Aktie wird in der jeweiligen Währung des betroffenen Teilfonds durch eine Zahl ausgedrückt, die am Bewertungstag gemäß Artikel 13 dieser Satzung ermittelt wird, indem das Nettovermögen dieses Teilfonds durch die Anzahl der in diesem Teilfonds ausgegebenen Aktien geteilt wird; bei dieser Berechnung ist der Aufteilung des Nettovermögens zwischen ausschüttenden Aktien und thesaurierenden Aktien, die in diesem Teilfonds ausgegeben sind, gemäß den Bestimmungen unter V dieses Artikels Rechnung zu tragen.

Die Bewertung des Nettovermögens der verschiedenen Teilfonds wird wie folgt vorgenommen:

I. Das Vermögen der Gesellschaft enthält:

1. alle Barmittel in Kassa und auf Konto, einschließlich aller darauf fälligen und aufgelaufenen Zinsen;
2. sämtliche Wechselguthaben, Sichtscheine und Forderungen (einschließlich der Erträge aus verkauften Wertpapieren, deren Preis noch nicht vereinnahmt wurde);
3. sämtliche Effekten, Anteile, Aktien, Schuldverschreibungen, Options- oder Zeichnungsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft;
4. sämtliche Forderungen (Dividenden und Ausschüttungen) der Gesellschaft in bar oder aus Wertpapieren, von denen die Gesellschaft vernünftigerweise Kenntnis haben konnte (vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Anpassungen in Bezug auf Schwankungen im Marktwert der Wertpapiere vornehmen kann, die durch Praktiken wie der Handel Ex-Dividenden oder Ex-Rechte entstanden sind);
5. sämtliche fällige Zinsen auf den Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, außer wenn diese Zinsen im Nennwert solcher Wertpapiere inbegriffen sind;
6. die Gründungskosten der Gesellschaft, insofern sie nicht abgeschrieben wurden;
7. alle sonstigen Vermögenswerte jeder Art, einschliesslich der im voraus gezahlten Aufwendungen.

II. Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- a) Barmittel in Kasse und auf Konto, Wechsel und Sichtscheine und Forderungen, vorausgezählte Aufwendungen, Dividenden und aufgelaufene und noch nicht vereinnahmte Zinsen, werden zu ihrem vollen Betrag in Betracht gezogen, ausser wenn es sich als unwahrscheinlich herausstellt, dass diese ganz gezahlt werden oder eingehen. In letzterem Fall wird der Wert nach einem Abschlag bestimmt, den die Gesellschaft in einem solchen Fall für angemessen erachtet, um den wahren Wert dieser Vermögenswerte zu ermitteln.
- b) Die Bewertung der Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind oder gehandelt werden, oder an einem anderen geregelten, anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmäßig stattfindenden Markt («Geregelter Markt») gehandelt werden, gründet auf dem letztverfügbaren Kurs am betroffenen Bewertungstag.
- c) Für Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, oder für Wertpapiere, die an mehreren Börsen oder Märkten notiert oder gehandelt werden, erfolgt die Bewertung, falls der gemäss Abschnitt b. und c. ermittelte Kurs den wahren Wert dieser Wertpapiere nicht darstellt, auf der Grundlage des voraussichtlichen Realisierungswerts, wie vorsichtig und nach Treu und Glauben von der Gesellschaft bestimmt.
- d) Wertpapiere, die auf eine andere Währung lauten als die Währung, in welcher der jeweilige Teilfonds ausgedrückt ist, werden zum letztbekanntesten Devisenmittelkurs umgerechnet.
- e) Die Bewertung der Aktien an offenen Zielfonds gründet auf dem letztverfügbaren Nettoinventarwert am betroffenen Bewertungstag.

A. Die Verpflichtungen der Gesellschaft schließen ein:

- a) alle Darlehen, Wechsel und Forderungen;
- b) alle aufgelaufenen oder fälligen Verwaltungskosten, einschliesslich der Vergütungen für die Anlageberater, die Verwahrer und anderen Bevollmächtigten und Vertreter der Gesellschaft;
- c) alle bekannten fälligen und nicht fälligen Verpflichtungen;
- d) ein angemessener Rückbehalt für künftige Kapital- und Einkommenssteuern, aufgelaufen bis zum Bewertungstag, wie vom Verwaltungsrat festgelegt, sowie andere vom Verwaltungsrat genehmigte oder gebilligte Rücklagen;
- e) alle anderen Verpflichtungen der Gesellschaft jeder Art, außer Verpflichtungen, die Eigenmittel der Gesellschaft darstellen. Hier kann die Gesellschaft Verwaltungs- und anderen regelmäßig oder periodisch wiederkehrenden Kosten Rechnung tragen, indem sie eine Schätzung für das Jahr oder jede andere Periode vornimmt und sie anteilmäßig über den jeweiligen Zeitraum verteilt.

III. Der Verwaltungsrat hat eine Vermögensmasse für jeden Teilfonds einzurichten, die den Aktien, wie nachfolgend bestimmt, die in einem Teilfonds ausgegeben sind, zugeteilt wird; hierbei wird insbesondere der Aufgliederung dieser Vermögensmasse zwischen ausschüttenden Aktien und thesaurierenden Aktien in diesem Teilfonds gemäß den Bestimmungen unter V dieses Artikels Rechnung getragen.

Zu diesem Zweck:

1. werden die Erlöse aus der Ausgabe der Aktien eines jeden Teilfonds in den Büchern der Gesellschaft diesem Teilfonds zugeteilt, und die Vermögenswerte, Verpflichtungen, Einkommen und Ausgaben dieses Teilfonds werden diesem Teilfonds zugeteilt;

2. falls ein Vermögenswert aus einem anderen Vermögenswert abgeleitet wird, entfällt dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft auf denselben Teilfonds, aus dem er abgeleitet wurde, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswerts ist die Wertzunahme oder -abnahme auf den betreffenden Teilfonds anzuwenden, dem dieser Vermögenswert zugehört;

3. falls der Gesellschaft eine Verpflichtung entsteht, die sich auf einen Vermögenswert eines Teilfonds bezieht oder auf ein Geschäft im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines Teilfonds, wird diese Verpflichtung dem betreffenden Teilfonds zugeteilt;

4. Für den Fall, dass ein Vermögenswert oder eine Verpflichtung der Gesellschaft einem einzelnen Teilfonds nicht zugeordnet werden kann, wird dieser Vermögenswert oder diese Verpflichtung den Teilfonds im Verhältnis ihres jeweiligen Nettoinventarwertes am Gesamt Nettoinventarwert der Gesellschaft zugeteilt; dabei gilt, dass alle Verpflichtungen, gleichgültig welchem Teilfonds sie zuzuordnen sind, die Gesellschaft als Ganzes verpflichten, es sei denn, es wurde mit den Gläubigern anderes vereinbart.

5. In Folge von Zahlungen von Dividenden an ausschüttende Aktien eines Teilfonds, wird der Nettoinventarwert dieses Teilfonds, der ausschüttenden Aktien zugeteilt ist, entsprechend der Summe dieser Dividenden herabgesetzt gemäß den Bestimmungen sub V. dieses Artikels.

IV. Zum Zweck dieses Artikels

1. wird jede zurückzunehmende Aktie der Gesellschaft gemäß Artikel 9 dieser Satzung als ausgegebene und bestehende Aktie bis zum Geschäftsschluss am Bewertungstag berücksichtigt, der für die Rücknahme dieser Aktie gilt, wobei von diesem Zeitpunkt an und bis zu seiner Zahlung, der Rücknahmepreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft angesehen wird;

2. wird jede auszugebende Aktie der Gesellschaft gemäß den eingegangenen Zeichnungsanträgen ab dem Geschäftsschluss an dem Bewertungstag, an dem sein Ausgabepreis bestimmt wurde, als ausgegebene Aktie behandelt, und sein Preis wird bis zu seiner Zahlung als eine Forderung der Gesellschaft angesehen;

3. werden sämtliche Anlagen, Barbestände und sonstige Vermögenswerte der Gesellschaft, die auf andere Währungen als die Währung eines jeden Teilfonds lauten, unter Berücksichtigung des am Tag und zur Stunde der Ermittlung des Nettovermögenswertes der Aktien geltenden Wechselkurses berechnet, und

4. werden, sofern möglich, allen am Bewertungstag abgeschlossenen Käufen oder Verkäufen von Wertpapieren im Nettoinventarwert Rechnung getragen.

V. In dem Masse, in dem und zu der Zeit, in der bei den Aktien eines bestimmten Teilfonds ausschüttende Aktien und thesaurierende Aktien ausgegeben werden und im Umlauf sind, wird der Nettoinventarwert dieses Teilfonds gemäß I bis IV dieses Artikels, zwischen den gesamten ausschüttenden Aktien, einerseits, und den gesamten thesaurierenden Aktien, andererseits, in folgendem Verhältnis aufgliedert:

Zu Beginn entspricht der Prozentsatz des Nettovermögens des Teilfonds, der der Gesamtheit der ausschüttenden Aktien zuzuteilen ist, dem Anteil der Gesamtheit der ausschüttenden Aktien an der Gesamtanzahl der Aktien, die in diesem Teilfonds ausgegeben wurden und im Umlauf sind. Desgleichen entspricht der Prozentsatz des Nettovermögens des Teilfonds, der der Gesamtheit der thesaurierenden Aktien zuzuteilen ist, dem Anteil der Gesamtheit der thesaurierenden Aktien an der Gesamtanzahl der Aktien, die in diesem Teilfonds ausgegeben wurden und im Umlauf sind. Nach der Zuteilung der Jahres- und Zwischendividenden an die ausschüttenden Aktien gemäß Artikel 31 dieser Satzung, erfolgt bezüglich des gesamten Nettovermögens des Teilfonds, das den gesamten ausschüttenden Aktien zuzuteilen ist, ein Abschlag, der gleich dem Betrag der ausgezahlten Dividenden ist, was eine Verminderung des Prozentsatzes des Nettovermögens des Teilfonds, das den gesamten ausschüttenden Aktien zugeteilt ist, nach sich zieht; dagegen bleibt das gesamte Nettovermögen des Teilfonds, das den thesaurierenden Aktien zugeteilt wird, konstant, was eine Vermehrung des Prozentsatzes des gesamten Nettovermögens des Teilfonds, das den gesamten thesaurierenden Aktien zugeteilt ist, nach sich zieht.

Falls innerhalb eines Teilfonds Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien in Bezug auf ausschüttende Aktien vorgenommen werden, erhöht oder reduziert sich das Nettovermögen des Teilfonds, das sämtlichen ausschüttenden Aktien zuzuteilen ist, um die Nettobeträge, die von der Gesellschaft aus Gründen dieser Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien erhalten oder gezahlt werden. Desgleichen, falls innerhalb eines Teilfonds Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien in Bezug auf thesaurierende Aktien vorgenommen werden, erhöht oder reduziert sich das Nettovermögen des Teilfonds, das sämtlichen thesaurierenden Aktien zuzuteilen ist, um die Nettobeträge, die von der Gesellschaft aus Gründen dieser Zeichnungen oder Rücknahmen von Aktien erhalten oder gezahlt werden.

Zu jeder Zeit ist der Nettowert einer ausschüttenden Aktien im jeweiligen Teilfonds gleich dem Betrag entstehend aus der Teilung des Nettovermögens dieses Teilfonds, das auf sämtliche ausschüttende Aktien entfällt, durch die gesamte Anzahl der ausschüttenden Aktien, die ausgegeben und in Umlauf sind.

Desgleichen ist der Nettowert einer thesaurierenden Aktie im jeweiligen Teilfonds gleich dem Betrag entstehend aus der Teilung des Nettovermögens dieses Teilfonds, das auf sämtliche thesaurierende Aktien entfällt, durch die gesamte Anzahl der thesaurierenden Aktien, die ausgegeben und in Umlauf sind.

Art. 13. Frequenz und vorläufige Aussetzung der Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien, der Ausgaben, Rücknahmen und des Umtauschs von Aktien In jedem Teilfonds wird die Nettoinventarwertberechnung seiner Aktien periodisch von der Gesellschaft ermittelt, jedoch nicht weniger als zweimal im Monat und mit einer Frequenz, die der Verwaltungsrat bestimmt (ein solcher Tag der Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien wird in dieser Satzung als «Bewertungstag» bezeichnet).

Falls ein Bewertungstag auf einen gesetzlichen Feiertag oder einen Bankfeiertag in Luxemburg fällt, ist der Bewertungstag der erste nachfolgende Bankgeschäftstag.

Unbeschadet der gesetzlichen Gründe kann die Gesellschaft die Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch im allgemeinen oder nur im Zusammenhang mit einem oder mehreren Teilfonds bei Auftreten der folgenden Umstände aussetzen:

1. falls eine oder mehrere Börsen, die die Grundlage für die Bewertung eines wesentlichen Teils des Vermögens eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft bilden, ausserplanmässig geschlossen sind, oder wenn der Handel an diesen Börsen Beschränkungen unterworfen oder eingestellt wurde;

2. bei einer politischen, wirtschaftlichen, militärischen oder sozialen Lage oder jedem anderen Notfall, der Unterbrechung der Kommunikationsmittel oder, generell, jedem Ereignis höherer Gewalt, die sich der Kontrolle, Verantwortung oder den Handlungsmöglichkeiten der Gesellschaft entziehen und diese daran hindern, über das Vermögen eines oder mehrerer Teilfonds zu verfügen;

3. falls der Wert eines Vermögenswerts der Gesellschaft, aus welchem Grund auch immer, nicht schnell oder genau genug bekannt oder bestimmt werden kann;

4. falls Beschränkungen auf dem Devisenhandel oder der Überweisung von Geldern die Gesellschaft daran hindern, Gelder ins Land zurückzuführen um Zahlungen für Aktienrücknahmen zu tätigen, oder falls allgemein die Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft oder Käufe und Verkäufe von Vermögenswerten in einem oder mehreren Teilfonds nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu normalen Devisenkursen getätigt werden können;

5. bei umfangreichen Rücknahmeanträgen; die Gesellschaft behält sich in diesem Fall das Recht vor, mit vorheriger Zustimmung der Depotbank, die Aktien nur zu einem Rücknahmepreis zurückzunehmen, der bestimmt wird, nachdem sie die notwendigen Vermögenswerte in kürzester Zeit veräussern konnte, indem den Interessen der Gesamtheit der Aktionäre Rechnung getragen wird, und sie über den Erlös aus diesen Verkäufen verfügen kann. Ein einziger Preis wird dann für alle Rücknahme- und Zeichnungsanträge angewandt, die zum selben Zeitpunkt eingereicht wurden;

6. nach der Veröffentlichung des Einberufungsschreibens zur Hauptversammlung der Aktionäre, die mit dem Zweck des Beschlusses über die Auflösung der Gesellschaft tagt.

Eine Unterbrechung der Ermittlung des Inventarwertes wird den Aktionären, die im betroffenen Teilfonds einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien gestellt haben, von der Gesellschaft zur Kenntnis gebracht. Alle anderen Aktionäre werden davon durch eine Mitteilung in der Presse informiert. Eine solche Aussetzung hat keine Wirkung auf den Nettoinventarwert, die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Aktien der nicht betroffenen Teilfonds.

Kapitel III. - Verwaltung und Aufsicht der Gesellschaft

Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, die keine Aktionäre zu sein brauchen. Die Dauer ihres Mandats beträgt ein Jahr. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von der Generalversammlung bestellt, die ihre Anzahl und ihre Vergütung festlegt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann mit oder ohne Grund aberufen werden oder jederzeit durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre ersetzt werden.

Bei Ableben oder Ausscheiden eines Mitglieds des Verwaltungsrats kann dessen Amt vorläufig gemäß den vom Gesetz erfassten Modalitäten ersetzt werden. Die endgültige Wahl wird in diesem Fall durch die Generalversammlung bei ihrem nächsten Zusammentreffen vorgenommen.

Art. 15. Sitzungen des Verwaltungsrats Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Er kann ebenfalls einen Vizevorsitzenden ernennen und einen Sekretär bestellen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder, falls verhindert, von zwei Mitgliedern, am Ort, der in den Einberufungsschreiben angegeben ist, so oft zusammen, wie die Interessen der Gesellschaft dies verlangen.

Der Verwaltungsrat kann nur gültig tagen und beschließen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Jedes verhinderte oder abwesende Mitglied kann einem seiner Kollegen eine Vollmacht per Schreiben, Telegramm oder Telex erteilen, um es in einer Verwaltungsratssitzung zu vertreten und an seiner Stelle über die Punkte der Tagesordnung der Sitzung abzustimmen.

Ein bevollmächtigtes Mitglied kann auf diese Weise mehrere seiner Kollegen vertreten.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst: bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende in dieser Sitzung die entscheidende Stimme.

In Notfällen können die Mitglieder des Verwaltungsrats ihre Stimme über die Punkte auf der Tagesordnung durch einfaches Schreiben, per Telegramm oder Telex abgeben.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, von demjenigen unterzeichnet sind, der den Vorsitz der Sitzung führte. Kopien oder Auszüge, die bei Gericht oder anderenorts vorzuweisen sind, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Mitgliedern unterzeichnet.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats Der Verwaltungsrat ist weitestgehend befugt, die Geschäfte der Gesellschaft zu führen und alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftsgegenstands vorzunehmen unter Vorbehalt der Einhaltung der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung.

Alles, was nicht ausdrücklich durch Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Art. 17. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder die Einzelunterschrift aller Personen wirksam verpflichtet, denen Unterschriftsvollmachten vom Verwaltungsrat erteilt wurden.

Art. 18. Vollmacht Der Verwaltungsrat kann Vollmachten für die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft an einen oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats übertragen oder an einen oder mehrere andere Vertreter, die keine Aktionäre der Gesellschaft zu sein brauchen, jedoch unter Beachtung der Bestimmungen von Artikel 60 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls Spezialvollmachten über öffentlich beurkundete Vollmachterteilung oder durch Privatschrift ausgeben.

Art. 19. Anlagepolitik Der Verwaltungsrat ist befugt, unter Anwendung des Grundsatzes der Risikostreuung die Anlagepolitik in jedem Teilfonds und die Richtlinien für die Verwaltung der Gesellschaft zu bestimmen, vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen gemäß Gesetz oder derjenigen, die vom Verwaltungsrat erstellt wurden.

1. Die Anlagen der Gesellschaft dürfen ausschließlich bestehen aus:

a) Wertpapieren, die an Börsen eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union zugelassen sind oder an einem anderen geregelten, anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmäßig stattfindenden Markt eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union gehandelt werden.

b) Wertpapieren, die an Börsen eines Staates aus Europa, Amerika, Asien, Afrika oder Australien/Ozeanien zugelassen sind oder an einem anderen geregelten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt eines dieser Staaten gehandelt werden.

c) Wertpapieren aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtungen enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an Börsen oder an anderen geregelten anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Märkten eines der unter b) aufgeführten Staaten zu beantragen, und sofern diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt.

2. Abweichend von den in Ziffer 1. Absatz a), b), c) festgesetzten Anlagebeschränkungen darf die Gesellschaft:

a) höchstens 10% des Nettovermögens eines Teilfonds in anderen als in Absatz 1 genannten Wertpapieren anlegen,

b) höchstens 10% des Nettovermögens eines Teilfonds in verbrieften Rechten, z.B. Geldmarktpapieren, anlegen, welche ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können (insbesondere durch ihre Übertragbarkeit, Veräußerbarkeit und periodische Bewertbarkeit) und deren Restlaufzeit am Tage des Erwerbs 12 Monate überschreitet.

In den unter Ziffer 2. Absatz a) und b) genannten Werten dürfen jedoch zusammen höchstens 10% des Nettovermögens eines Teilfonds angelegt werden.

Der Verwaltungsrat ist befugt das Nettovermögen eines jeden Teilfonds in Anteile von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) des offenen Investmenttyps im Sinne der Investmentrichtlinie der Europäischen Union vom 20. Dezember 1985 (85/611/EWG) zu investieren und dies nur bis zu 5% des Nettovermögens des Teilfonds.

Wenn die Gesellschaft und ein solcher OGAW durch eine Verwaltungs- oder Kontrollgemeinschaft oder durch eine substantielle direkte oder indirekte Beteiligung verbunden sind, ist das Anlegen in Anteile eines solchen OGAWs nur gestattet, wenn dieser OGAW sich gemäß seiner Gründungsunterlagen auf einen bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat. In diesem Falle ist es der Verwaltungsgesellschaft untersagt, Ausgabe- und Rücknahmegebühren sowie Verwaltungs- und Beratungsgebühren zweimal zu erheben.

Der Verwaltungsrat wurde befugt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Nettovermögens eines jeden Teilfonds in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem der OECD angehörenden Staat oder von internationalen Organismen öffentlichrechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens 6 verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Gesamtbetrages des Nettovermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

Die Gesellschaft kann sich nach Massgabe der Anlagebeschränkungen für jeden Teilfonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern deren Einsatz im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt.

Ferner kann die Gesellschaft Techniken und Instrumente zur teilweisen oder völligen Absicherung von Währungsrisiken zur Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

Art. 20. Vermögensverwalter, Anlageberater, Verwahrung des Vermögens und Zentralverwaltung

Die Gesellschaft kann eine Vereinbarung mit einem oder mehreren Vermögensverwaltern oder Anlageberatern abschließen, gemäß denen diese die Pflichten von Vermögensverwaltern beziehungsweise Anlageberatern übernehmen.

Daneben schließt die Gesellschaft mit einer Luxemburger Bank eine Vereinbarung ab, gemäß der diese Bank die Pflichten eines Verwahrers des Vermögens der Gesellschaft übernimmt.

Außerdem geht die Gesellschaft eine Vereinbarung mit einer Luxemburger Dienstleistungsstelle ein, gemäß denen diese die Zentralverwaltung der Gesellschaft gewährleistet. Diese Dienstleistungsstelle kann jedoch, mit vorheriger Genehmigung der Gesellschaft, mittels eines Dienstleistungsvertrags, die Zentralverwaltungsaufgaben an einen oder mehrere Luxemburger Dienstleister weiter vergeben.

Art. 21. Persönliches Interesse der Mitglieder des Verwaltungsrats Kein Vertrag oder anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft oder anderen Gesellschaften oder Firmen kann dadurch beeinträchtigt oder ungültig werden, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft ein Interesse diesbezüglich haben, oder Verwaltungsratsmitglieder, Teilhaber, Bevollmächtigte oder Angestellte sind. Ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft, der zur gleichen Zeit die Aufgaben eines Verwaltungsratsmitgliedes, Teilhabers, Bevollmächtigten oder Angestellten einer anderen Gesellschaft oder Firma erfüllt, mit der die Gesellschaft Vereinbarungen eingeht oder sonst in Geschäftsverbindung tritt, wird aufgrund der Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, in Bezug auf eine solche Vereinbarung oder ein solches Geschäft Stellung zu beziehen, abzustimmen oder zu handeln.

Für den Fall, dass ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse bezüglich eines Geschäfts der Gesellschaft hat, hat dieses Mitglied oder dieser Bevollmächtigte dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitzuteilen, dieses Mitglied wird über ein solches Geschäft weder tagen noch abstimmen, und dieses Geschäft und dieses persönliche Interesse werden der nächsten Generalversammlung der Aktionäre zur Kenntnis gebracht.

Der Ausdruck «persönliches Interesse», wie im vorhergehenden Satz verwendet, findet keine Anwendung auf ein Interesse an einer Angelegenheit, Entscheidung oder Geschäftshandlung, an denen die Depotbank beteiligt ist, oder eine ihrer direkten oder indirekten Tochtergesellschaften oder eine andere Gesellschaft oder Rechtspersönlichkeit, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmen kann.

Art. 22. Vergütung des Verwaltungsrats Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker oder gesetzlichen Verwalter für alle vernünftigen Ausgaben entschädigen, die in Verbindung mit einer Handlung, einem Verfahren oder einer Verhandlung entstehen, an denen sie in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte der Gesellschaft beteiligt sind oder weil sie, auf Wunsch der Gesellschaft, Verwaltungsratsmitglieder oder Bevollmächtigte einer anderen Gesellschaft sind, bei der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist, und von der sie keine Vergütung erhalten würden, außer im Falle, wo in einem solchen Verfahren oder einer Verhandlung sie wegen grober Nachlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt würden; bei außergerichtlichem Vergleich wird eine solche Vergütung nur gestattet, wenn die Gesellschaft durch ihren Rechtsberater davon unterrichtet ist, dass die Person, die die Vergütung erhalten soll, ihre Pflichten nicht verletzt hat. Das Recht auf Vergütung, wie vorstehend ausgeführt, schließt keine anderen Rechte in Bezug auf diese Personen aus.

Art. 23. Kosten zu Lasten der Gesellschaft Die Gesellschaft trägt die Gesamtheit ihrer Betriebskosten, die Maklergebühren und die verschiedenen mit ihrer Tätigkeit verbundenen Abgaben, usw.

Die Gesellschaft übernimmt die Auslagen der Verwaltungsratssitzungen, die Vergütungen des Vermögensverwalters, der Depotbank, der Domizilstelle und der Verwaltungsstelle, des Wirtschaftsprüfers, sowie der Rechtsberater der Gesellschaft, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte, des Verkaufsprospekts und der eventuell nachfolgenden Prospekte sowie der Aktienzertifikate, die Kosten und Ausgaben für die Gründung der Gesellschaft, alle Steuern, Kosten und Auslagen von seiten der Behörden, die zu Lasten der Gesellschaft fallen, die Honorare und Kosten in Verbindung mit der Eintragung und dem Erhalt der Eintragung der Gesellschaft bei allen Behörden und Börsen, die Kosten für die Veröffentlichung des Nettoinventarwertes, sowie alle anderen Betriebskosten.

Kosten, die nicht unmittelbar einem Teilfonds zu Lasten gelegt werden können, werden unter allen Teilfonds im Verhältnis zum Nettovermögen eines jeden Teilfonds aufgeteilt und zuerst den Erträgen der Teilfonds zu Lasten gelegt.

Die Kosten und Ausgaben für die Gründung der Gesellschaft und die Erstausgabe der Aktien werden während der ersten fünf Jahre der Gesellschaft abgeschrieben. Diese Kosten und Aufwendungen werden von den Erträgen abgezogen; falls sie höher als die Erträge sind, wird der Überschuss den netto realisierten und nicht realisierten Gewinnen angerechnet.

Art. 24. Aufsicht der Gesellschaft Gemäß dem Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen ist die Vermögenslage der Gesellschaft der Kontrolle eines Wirtschaftsprüfers unterworfen; letzterer wird von der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre für einen Zeitraum bestellt, der mit dem Ende des Tages der darauffolgenden Jahresversammlung der Aktionäre endet, und er bleibt im Amt bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Kapitel IV. - Generalversammlungen

Art. 25. Vertretung Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitgehendsten Vollmachten, um alle Angelegenheiten der Gesellschaft zu organisieren, sie zu tätigen oder zu bestätigen.

Art. 26. Jährliche Generalversammlung Die Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie kann jedoch auf Antrag von Aktionären einberufen werden, die ein Fünftel des Gesellschaftskapitals besitzen.

Die jährliche Generalversammlung tritt am zweiten Montag des Monats April um 11.00 Uhr in der Stadt Luxemburg an einem Ort zusammen, der im Einberufungsschreiben angegeben ist.

Falls dieser Tag ein Feiertag ist, tritt die Generalversammlung am ersten darauffolgenden Bankgeschäftstag zusammen. Die Generalversammlung wird in den gesetzlichen Fristen mit Einschreibebrief einberufen, der jedem Aktionär an seinen Namen zugeht. Falls Inhaberanteile ausgegeben wurden, erfolgt die Einberufung durch Mitteilungen, die den gesetzlichen Formen und Fristen entsprechen.

Außerdem können die Aktionäre in jedem Teilfonds zu einer Hauptversammlung zusammenkommen, die zu den Bedingungen über Anwesenheit und Mehrheit gemäß den laufenden gesetzlichen Bestimmungen tagt und beschließt, und zwar in Bezug auf folgende Punkte:

1. die jährliche Gewinnverteilung in ihrem Teilfonds;
2. für die von Artikel 35 der Satzung vorgesehenen Punkte.

Art. 27. Versammlungen ohne vorherige Einberufung Immer wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind, sich als ordentlich einberufen, befinden und erklären, die Tagesordnung zu kennen, die ihnen zum Beschluss unterbreitet wird, kann die Generalversammlung ohne Einberufungsschreiben abgehalten werden.

Art. 28. Abstimmung Jede Aktie in jedem Teilfonds und unabhängig von seinem Wert im Teilfonds, in dem er ausgegeben wurde, ist zu einer Stimme berechtigt.

Die Rechte in Bezug auf Aktienbruchteile werden im Verhältnis zum Bruchteil ausgeübt, den der Aktionär besitzt, außer dass das Stimmrecht lediglich nur für eine ganze Zahl von Aktien ausgeübt werden kann.

Die Aktionäre können sich in den Generalversammlungen durch Bevollmächtigte vertreten lassen, indem sie ihnen eine schriftliche Vollmacht erteilen; diese Bevollmächtigten brauchen keine Aktionäre der Gesellschaft zu sein.

Art. 29. Beschlussfähigkeit und Anwesenheitsbedingungen Die Generalversammlung tagt gemäß den Vorschriften des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

In dem Masse, in dem und falls nichts anderes vom Gesetz oder dieser Satzung vorgesehen ist, werden die Beschlüsse der Generalversammlungen der Anteilhaber mit der einfachen Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Kapitel V. Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 30. Geschäftsjahr Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am ersten Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 31. Gewinnverteilung In jedem Teilfonds der Gesellschaft beschließt die Generalversammlung der Aktionäre auf Vorschlag des Verwaltungsrats die Ausschüttung einer Bardividende und den Ausschüttungsbetrag in Bezug auf die ausschüttenden Aktien.

Falls es jedoch im Interesse der Aktionäre ist, aus Gründen der Marktbedingungen keine Dividende auszuzahlen, wird keine Ausschüttung vorgenommen.

In dem Masse wie und während der Zeit, in der in einem Teilfonds ausschüttende Aktien und thesaurierende Aktien ausgegeben werden und in Umlauf sind, wird der Ausschüttungsbetrag dieses Teilfonds in die Gesamtheit der ausschüttenden Aktien, einerseits, und die Gesamtheit der thesaurierenden Aktien, andererseits, aufgegliedert, im Verhältnis zum Nettovermögen des Teilfonds, den die gesamten ausschüttenden Aktien einerseits, und die gesamten thesaurierenden Aktien andererseits darstellen, gemäß den Bestimmungen, die unter V von Artikel 12 dieser Satzung aufgeführt sind.

Der Anteil am jährlichen Nettogewinn des Teilfonds, der auf die ausschüttenden Aktien entfällt, wird den Eigentümern dieser Aktien in der Form von Bardividenden ausgezahlt.

Der Anteil des Betrags, der im Teilfonds auf die thesaurierenden Aktien entfällt, wird im Teilfonds zugunsten der thesaurierenden Aktien wieder angelegt. In dem Masse und während der Zeit, in der in einem Teilfonds nur ausschüttende oder nur thesaurierende Aktien ausgegeben sind, wird der auszuschüttende Betrag gegebenenfalls ganz ausgeschüttet oder ganz thesauriert.

In allen Teilfonds können Zwischendividenden erklärt und vom Verwaltungsrat in Bezug auf die ausschüttenden Aktien gezahlt werden. Dividenden können in der Währung des Teilfonds oder in jeder anderen Währung nach Wahl des Verwaltungsrats in Zeiten und an Orten ausgezahlt werden, die er festlegt und zum Wechselkurs, den er bestimmt. Jede erklärte Dividende, die vom dazu Berechtigten nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Zuteilung gefordert wird, kann nicht mehr gefordert werden und fällt dem betroffenen Teilfonds zu. Es werden auf eine von der Gesellschaft erklärte Dividende, die sie zur Verfügung des Berechtigten hält, von der Gesellschaft keine Zinsen gezahlt.

Kapitel VI. - Auflösung - Liquidation der Gesellschaft

Art. 32. Auflösung Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluß der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, dies vorbehaltlich der für Satzungsänderungen geltenden Beschlußfähigkeits- und Mehrheitsvorschriften.

Falls das Kapital der Gesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals fällt, muss der Verwaltungsrat der Hauptversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft unterbreiten; diese tagt ohne Anwesenheitsbedingung und beschließt mit der einfachen Mehrheit der in der Versammlung vertretenen Aktien.

Falls das Kapital der Gesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals fällt, muss der Verwaltungsrat der Hauptversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft unterbreiten; diese tagt ohne Anwesenheitsbedingungen; die Auflösung kann von den Aktionären, die ein Viertel der in der Versammlung vertretenen Aktien besitzen, beschlossen werden.

Die Einberufungen haben so zu erfolgen, dass die Hauptversammlung innerhalb von vierzig Tagen nach dem Tag der Feststellung, dass das Vermögen unter zwei Drittel bzw. drei Viertel des Mindestkapitals gefallen ist, abgehalten wird.

Die Beschlüsse der Hauptversammlung oder des Gerichts, die über die Auflösung oder Liquidation der Gesellschaft entscheiden, werden im Amtsblatt *Mémorial* und in drei Zeitungen mit angemessener Auflage, von denen eine mindestens eine Luxemburger Tageszeitung ist, veröffentlicht.

Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren gemäß dem Luxemburger Gesetz vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen und der Satzung eingeleitet. Der Nettoliquidationserlös in jedem Teilfonds wird unter die Besitzer von Aktien des Teilfonds im Verhältnis zur Anzahl der Aktien verteilt, die sie in diesem Teilfonds besitzen. Beträge, die nicht bei Liquidationsschluss verteilt werden konnten, werden bei der «Caisse des Consignations» in Luxemburg hinterlegt. Hinterlegte Beträge welche während der gesetzlichen Verjährungsfrist nicht gefordert werden, können danach nicht mehr gefordert werden.

Art. 33. Liquidation und Zusammenlegung von Teilfonds

1) Liquidation eines Teilfonds.

Der Verwaltungsrat kann, mit Ausnahme der Auflösung des letzten Teilfonds welcher von einer Hauptversammlung unter den für Satzungsänderungen geltenden Beschlußfähigkeits- und Mehrheitsvorschriften beschlossen werden muss, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds beschliessen, falls wesentliche Änderungen in der politischen oder wirtschaftlichen Lage nach Ermessen des Verwaltungsrats diese Entscheidung notwendig machen.

Ausser bei gegenteiliger Entscheidung des Verwaltungsrats kann die Gesellschaft in Erwartung der Inkraftsetzung des Auflösungsbeschlusses weiterhin Aktien des Teilfonds zurücknehmen, dessen Auflösung beschlossen wird.

Für diese Rücknahmen nimmt die Gesellschaft den Nettoinventarwert zur Grundlage, der bestimmt wird indem den Liquidationskosten Rechnung getragen wird, jedoch ohne Abzug einer Rücknahme- oder einer anderen Gebühr.

Die aktivierten Gründungskosten sind integral sofort nach dem Auflösungsbeschluss abzuschreiben.

Die Beträge, die nicht von den Aktionären oder Berechtigten bei Auflösung des oder der Teilfonds gefordert wurden werden bei der Depotbank während eines Zeitraums von höchstens sechs Monaten nach diesem Tag verwahrt.

Nach dieser Frist werden diese Guthaben bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

2) Liquidation durch Einbringen in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einen anderen OGA Luxemburger Rechts.

Der Verwaltungsrat kann, mit Ausnahme der Auflösung des letzten Teilfonds welcher von einer Hauptversammlung unter den für Satzungsänderungen geltenden Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsvorschriften beschlossen werden muss, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds durch Einbringen in einen oder mehrere andere Teilfonds der Gesellschaft oder einen oder mehrere Teilfonds eines anderen OGA Luxemburg Rechts beschliessen, falls wesentliche Änderungen in der politischen oder wirtschaftlichen Lage nach Ermessen des Verwaltungsrats diese Entscheidung notwendig machen.

Während eines Mindestzeitraums von einem Monat nach dem Veröffentlichungstag des Einbringungsbeschlusses können die Aktionäre des oder der betroffenen Teilfonds die kostenlose Rücknahme ihrer Aktien beantragen.

Nach Ablauf dieser Frist verpflichtet die Entscheidung über das Einbringen die Gesamtheit der Aktionäre, die von dieser Möglichkeit keinen Gebrauch gemacht haben. Falls der OGA, in den der oder die Teilfonds eingebracht werden, die Form eines Fonds Commun de Placement hat, verpflichtet diese Entscheidung lediglich die Aktionäre, die sich zu Gunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats über die einfache Liquidation oder einer Liquidation durch Einbringen werden in der Art und Weise, wie sie für die Finanzmitteilungen benutzt werden, veröffentlicht.

Kapitel VII. - Änderung der Satzung - Anwendbares Recht

Art. 34. Änderung der Satzung Die vorliegende Satzung kann von einer Generalversammlung abgeändert werden, die gemäß den nach Luxemburger Recht vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheit tagt. Jede Änderung der Satzung, die die Rechte von Aktien in einem bestimmten Teilfonds gegenüber den Rechten der Aktien in anderen Teilfonds betrifft, sowie jede Änderung, die die Rechte der Aktien der verschiedenen Aktienklassen betrifft, unterliegt den Vorschriften über Beschlussfähigkeit und Mehrheit gemäß Artikel 68 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften.

Art. 35. Anwendbares Gesetz Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht aufgeführt sind, verweisen die Parteien auf das und unterwerfen sich den Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung sowie des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend die Organismen für gemeinsame Anlagen.

Alle Beschlüsse wurden einzeln und einstimmig gefasst. Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Protokoll, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat der Versammlungsvorstand mit dem Notar das gegenwärtige Protokoll unterschrieben.

Signé: L. Andring - V. Deny - N. Braun - J. Delvaux

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2002, vol. 13CS, fol. 71, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Kerger.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2002

J. Delvaux.

(61066/208/682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

NAVINON S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 77.751.

Extract of the resolutions of the Extraordinary General Meeting held on the 2nd of May 2002

The shareholders of NAVINON S.A. met at the office of the company in Luxembourg on the 2nd of May 2002 decide unanimously to take the following resolutions:

1. Accept of the resignation from Dr. Doraiswamy Srinivas from the Board of Directors from the period of July, 2001 onwards.

The shareholders accept to relieve the Director of his mandate carried out for the period ended the 30 of June 2001.

2. Nomination of two more Directors on Board, Mr. Y. N. Matfatlal, residing at Matfatlal Centre, Nariman Point, Mumbai 400 021, India and Mr. Lars Haussmann, c/o Hausmann & Partner, residing at Seefeldstrasse 45, CH-8034 Zurich, Switzerland.

Luxembourg, 2nd May 2002.

Certified true extract

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2002, vol. 569, fol. 28, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44460/503/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

ATOMO, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henry.
R. C. Luxembourg B 76.035.

L'an deux mille deux, le deux août.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société dénommée ATOMO, SICAV, dont le siège social est situé à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous la section B et le numéro 76.035.

Laquelle société a été constituée aux termes d'un acte reçu par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg en date du 15 mai 2000 publié au Mémorial C numéro 476 du 5 juillet 2000.

L'Assemblée est présidée par Mme Solange Velter demeurant à Arlon (Belgique).

Madame la Présidente désigne comme secrétaire M. Steve D'Amico, demeurant à Luxembourg.

Elle appelle aux fonctions de scrutateur Mme Catherine Huet, demeurant à Wolkrange (Belgique).

Madame la Présidente requiert le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Refonte des statuts, sans modification de la dénomination sociale, pour transformer la SICAV en une Sicav à compartiments multiples;

2. Changement du capital minimum;

3. Possibilité de créer à l'intérieur des compartiments des classes et sousclasses d'actions se différenciant par la qualification de l'investisseur (public ou institutionnel) et répondant à des critères spécifiques;

4. Autorisation d'émettre des fractions d'actions au porteur et les actions nominatives sous forme dématérialisée et possibilité de souscription via l'Agent Placeur agissant en tant que nommée;

5. Séparation des engagements entre compartiments, conformément à la Loi du 17 juillet 2000 portant modification de certaines dispositions de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif;

6. Possibilité d'accepter les souscriptions sous forme d'apport en nature et d'effectuer des conversions entre compartiments;

7. Introduction de la possibilité de fusionner des compartiments;

8. Nouveau libellé du point e) de l'article 13 relatif à la suspension du calcul de la VNI;

9. Possibilité de tenir les débats du Conseil d'administration par voie de télé/vidéoconférence.

II) Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément aux dispositions légales, par des annonces insérées dans

a) le «Luxemburger Wort» des 16 et 24 juillet 2002;

b) le «Mémorial» Recueil des Sociétés et Associations des 16 et 24 juillet 2002.

III) Que les actionnaires nominatifs ont été convoqués à assister à la présente assemblée par lettre missive envoyée en date du 23 juillet 2002.

IV) Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement. Ressembleront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant.

V) Qu'il résulte de la liste de présence que le nombre suivant d'actions est représenté

- 23.117 actions sont représentées sur 27.421 actions en circulation.

VI) Qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes

Première résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte des statuts, sans modification de la dénomination sociale pour transformer la SICAV en une SICAV à compartiments multiples. Cette transformation est mise en évidence dans les articles 5, 12, 13, 16, 33 et 34.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le montant du capital minimum de la SICAV. Dès lors, l'article 5 (paragraphe 3) des statuts aura, à partir de la date de la présente, la teneur suivante:

Art. 5. Capital

3^{ème} paragraphe: Le capital minimum de la société est égal à EUR 1.250.000,- ou tout autre montant fixé par la loi.

Troisième résolution

L'assemblée décide de créer, à l'intérieur des compartiments des classes et des sous-classes d'actions se différenciant par la qualification de l'investisseur (public ou institutionnel) de même que par une politique de distribution spécifique ou par d'autres spécificités. Dès lors, un nouvel article 7 sera inséré comme suit et il y aura, par conséquent, une nouvelle numérotation des articles suivants des statuts:

Art. 7. Classes, Sous-classes d'actions

1^{er} paragraphe: A l'intérieur de chaque compartiment, différentes classes et sous-classes d'actions se différenciant par la qualification de l'investisseur (public ou institutionnel) de même que par une politique de distribution spécifique, des montants minima de souscription, des structures différentes de commissions d'émission, de rachat, charges ou rémunérations, ou par d'autres spécificités pourront être émises. Les actions de ces classes et sous-classes seront de capitalisation ou de distribution.

Dans le même ordre d'idées, l'assemblée décide d'adapter les articles 8, 11, 12 et 16 des statuts.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'émettre également des fractions d'actions au porteur, de préciser les conditions d'émission des certificats d'actions et d'offrir la possibilité de souscrire via l'Agent Placeur agissant en tant que nommée. Dès lors, le 1^{er} paragraphe de l'article 8 des statuts, aura, à partir de la date de la présente, la teneur détaillée ci-après et un 3^{ème} paragraphe y sera inséré comme suit:

Art. 8. Forme des actions

1^{er} paragraphe: La Société pourra émettre des actions de chaque compartiment sous forme nominative et/ou au porteur. Elle pourra également émettre des fractions d'actions de chaque compartiment (millièmes) qui pourront être de forme nominative ou au porteur.

3^{ème} paragraphe: En cas d'émission d'actions au porteur fractionnées, une confirmation de souscription sera émise. En cas de demande de livraison d'actions au porteur, seuls des certificats représentatifs d'actions entières pourront être émis, la fraction d'action étant automatiquement présentée au remboursement et le solde remboursé à l'actionnaire.

De plus, l'assemblée décide d'émettre les actions nominatives uniquement sous forme d'actions dématérialisées. Dès lors, le 6^{ème} paragraphe de l'article 8 des statuts, aura, à partir de la date de la présente, la teneur suivante:

6^{ème} paragraphe: A l'intérieur de chaque compartiment, les actions nominatives de chaque classe et sous-classe sont en principe émises sous forme d'actions dématérialisées. Toutefois, chaque actionnaire a la faculté de demander l'émission, à ses frais, d'un certificat représentatif de ses actions, telles qu'inscrites dans le registre des actionnaires.

L'assemblée décide, par ailleurs, d'offrir la possibilité de souscrire via l'Agent Placeur, lorsque ce dernier agit en tant que nommée. Dès lors, le 9^{ème} paragraphe de l'article 8 des statuts aura la teneur suivante:

9^{ème} paragraphe: Toutes les actions, autres que celles au porteur, émises par la Société, seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu et le nombre d'actions qu'il détient. L'inscription peut également être faite au nom de l'Agent Placeur lorsque ce dernier agit en tant que nommée.

Cinquième résolution

Conformément à la Loi du 17 juillet 2000 portant modification de certaines dispositions de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, l'assemblée décide de modifier l'article 11, point II, paragraphe 5 des statuts qui aura, à partir de la date de la présente, la teneur suivante:

Art. 11. Valeur de l'actif net.

Point II. Paragraphe 5: Vis-à-vis des tiers, la Société constitue une seule et même entité juridique. Cependant, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Les avoirs, engagements, charges et frais qui ne sont pas attribuables à un compartiment seront imputés aux différents compartiments à parts égales ou, pour autant que les montants en cause le justifient, au prorata de leurs actifs nets respectifs.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'autoriser des souscriptions sous forme d'apport en nature. Dès lors, le 2^{ème} paragraphe de l'article 12 aura la teneur suivante:

Art. 12. Emissions rachats et conversion des actions

2^{ème} paragraphe: Le Conseil d'administration peut également accepter des souscriptions sous forme d'apport en nature. Dans ce cas, l'apport fera l'objet d'un rapport établi préalablement à la souscription par un réviseur d'entreprises différent de celui de la Société. Les frais y relatifs seront à charge du souscripteur.

Suite à la transformation de la SICAV en une SICAV à compartiments multiples, l'assemblée décide de modifier la 2^{ème} phrase du 5^{ème} paragraphe de l'article 12 comme suit:

5^{ème} paragraphe (2^{ème} phrase): Le prix de rachat sera payé dans la devise du compartiment au plus tard quatre jours ouvrables après la date à laquelle a été fixée la valeur nette d'inventaire des avoirs et sera égal à la valeur nette d'inventaire des actions telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'article 11 ci-dessus, sous déduction d'une commission éventuelle de rachat telle que fixée par les documents de vente de la Société.

L'assemblée décide également d'introduire la possibilité de conversions entre compartiments. Dès lors, les paragraphes suivants seront insérés à l'article 12 et l'article 13 sera adapté comme suit:

Chaque actionnaire a le droit de demander la conversion de tout ou partie de ses actions en actions d'un autre compartiment classe/sous-classe d'actions.

Toutefois, une conversion vers un compartiment, une classe/sous-classe d'actions réservées aux seuls investisseurs institutionnels ne peut être demandée que par des investisseurs se qualifiant en tant que tels. Au cas où des actions seraient souscrites par des investisseurs non qualifiés d'investisseurs institutionnels, le Conseil d'Administration aura la faculté de convertir ces actions automatiquement en actions d'une autre classe ou sous-classe, tout en informant par écrit l'investisseur concerné. La conversion des actions d'un compartiment classe/ou sous-classe d'actions à un autre s'effectue sur base des valeurs de l'actif net par action respectives de différents compartiments classe/ou sous-classe

d'actions, calculées de la manière prévue à l'article 11 des présents statuts. Le prix de conversion tiendra compte de ce que le pourcentage des actifs nets attribuable à l'ensemble des actions de capitalisation d'un compartiment aura pu subir des ajustements aux dividendes payés aux actions de distribution de ce compartiment.

Le Conseil d'Administration pourra fixer telles restrictions qu'il estimera nécessaires à la fréquence des conversions et il pourra soumettre les conversions au paiement de frais dont il déterminera raisonnablement le montant.

Les demandes de souscription, de rachat et de conversion sont reçues aux guichets des établissements désignés à cet effet par le Conseil d'Administration.

Septième résolution

L'assemblée décide que la suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire est autorisée dès la décision de liquidation d'un ou de plusieurs compartiments ou lors de la dissolution de la SICAV. Dès lors, l'article 13 (point e) des statuts, aura, à partir de la date de la présente, la teneur suivante:

Art. 13. Suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire, de l'émission, du rachat et de la conversion des actions

point e): Dès la décision de liquidation d'un ou de plusieurs compartiments ou lors de la dissolution de la société.

Huitième résolution

L'assemblée décide d'introduire la possibilité pour les actionnaires des différents compartiments de se réunir en assemblée séparée pour l'affectation du solde bénéficiaire annuel de leur compartiment. Dès lors, un 5^{ème} paragraphe sera ajouté à l'article 16 comme suit:

Art. 16. Tenue de l'assemblée

5^{ème} paragraphe: En outre, les actionnaires de chaque compartiment sont constitués en assemblée générale séparée délibérant et décidant aux conditions de présence et de majorité de la manière déterminée par la loi alors en vigueur pour les matières ne nécessitant pas de modification des statuts dont notamment l'affectation du solde bénéficiaire annuel de leur compartiment.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de tenir les réunions du Conseil d'administration également par voie de télé/vidéoconférence. Dès lors, l'article 21 (premier paragraphe) des statuts, aura, à partir de la date de la présente, la teneur suivante:

Art. 21. Réunions et délibérations du Conseil

1^{er} paragraphe: Le Conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, à moins que cette convocation ne prévoie la tenue des débats par voie de télé/vidéoconférence.

Dixième résolution

L'assemblée décide de modifier la politique de distribution de la SICAV en autorisant l'émission d'actions de distribution. Dès lors, l'article 31 des statuts aura, à partir de la date de la présente la teneur suivante:

Art. 31. Solde bénéficiaire

Lors de l'assemblée générale annuelle, les actionnaires de la classe/sous-classe de distribution de chaque compartiment statueront, sur proposition du Conseil d'administration, sur le montant des dividendes à distribuer aux actions de distribution du compartiment concerné.

Le Conseil d'administration pourra décider pour chaque compartiment le paiement d'acomptes sur dividendes de l'exercice échu ou en cours dans le respect des prescriptions légales.

Le paiement des dividendes se fera aux actionnaires: pour les actions nominatives, à l'adresse portée au registre des actionnaires et pour les actions au porteur, sur présentation du coupon de dividende adéquat.

Les dividendes qui ne seront pas réclamés dans les 5 années qui suivent la date de leur mise en paiement seront forclos pour les bénéficiaires et reviendront à la Société.

La quote-part des revenus et gains en capital attribuable aux actions de capitalisation sera capitalisée.

Onzième résolution

L'assemblée décide d'introduire la possibilité de fusion de compartiments. Dès lors, un nouvel article 33 figurera désormais dans les statuts comme suit:

Art. 33. Liquidation et fusion de compartiments

Le Conseil d'Administration pourra décider la fermeture d'un ou de plusieurs compartiments si d'une part, des changements importants de la situation politique ou économique rendaient, dans l'esprit du Conseil d'Administration, cette décision nécessaire et, d'autre part, au cas où la valeur des actifs nets d'un compartiment serait inférieure à EUR 1.000.000,- pendant une période d'au moins 6 mois.

L'émission, la conversion et le rachat d'actions seront suspendus dès la décision de liquidation du compartiment concerné. Les frais d'établissement activés sont à amortir intégralement dès que la décision de liquidation est prise. Le produit de liquidation sera distribué à chaque actionnaire au prorata du nombre d'actions détenues.

Les montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires ou leurs ayants droit lors de la clôture de la liquidation du ou des compartiments seront gardés en dépôt auprès de la banque dépositaire durant une période n'excédant pas 6 mois à compter de cette date.

Passé ce délai, ces avoirs seront consignés auprès de la Trésorerie de l'Etat (Caisse de Consignations) à Luxembourg.

En cas de changements importants de la situation politique ou économique influençant la gestion d'un ou de plusieurs compartiments ou au cas où le montant des actifs nets n'est plus suffisant ou ne permet plus d'y opérer une gestion

adéquate, le Conseil d'administration peut également décider la fermeture d'un ou de plusieurs compartiments par apport à un ou plusieurs autres compartiments de la société ou à un ou plusieurs compartiments d'un autre OPC de droit luxembourgeois relevant de la Partie 1 de la Loi du 30 mars 1988 (fusion).

Pendant une période minimale de un mois à compter de la date de publication de la décision de fusion, les actionnaires du ou des compartiments concernés peuvent demander le rachat sans frais de leurs actions et cela même lorsque le ou les compartiments sont fermés au rachat. A l'expiration de cette période, la décision relative à la fusion engage l'ensemble des actionnaires qui n'ont pas fait usage de la possibilité susmentionnée, étant entendu cependant que lorsque l'OPC qui doit recevoir l'apport revêt la forme d'un fonds commun de placement, cette décision ne peut engager que les seuls actionnaires qui se sont prononcés en faveur de l'opération d'apport.

Les décisions du Conseil d'Administration y relatives feront l'objet d'une publication comme pour les avis financiers.

Douzième résolution

L'assemblée décide de spécifier les frais à charge de la SICAV et des différents compartiments. Dès lors, les deux premiers paragraphes de l'article 34 des statuts, auront, à la date de la présente, la teneur suivante:

Art. 34. Frais à charge de la Société

La Société supporte ses frais de premier établissement, en ce compris les frais de préparation et d'impression du prospectus, les frais notariaux, les frais d'introduction auprès des autorités administratives et boursières, les frais d'impression des certificats et tous autres frais en relation avec la constitution, le lancement ou la restructuration de la Société. Ces frais pourront être amortis sur une période n'excédant pas les 5 premiers exercices sociaux.

Les frais liés au lancement, à la liquidation ou à la restructuration d'un compartiment seront supportés par le compartiment concerné.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation données de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés ont tous signé avec le notaire instrumentant le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: S. Velter, S. d'Amico, C. Huet, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 5 août 2002, vol. 136S, fol. 13, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Kerger.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 Août 2002.

J. Delvaux.

(61068/208/220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

ATOMO, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henry.

R. C. Luxembourg B 76.035.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 août 2002, actée sous le n° 587/2002 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2001.

(61069/208/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

INTERNATIONAL INVESTMENTS CENTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 62.301.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 7 juin 2002

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société INTERNATIONAL INVESTMENTS S.A. tenue à Luxembourg, le 7 juin 2002 que:

- abstraction aux délais et formalités de convocation a été faite;
- conversion de la devise du capital et adaptation des statuts en conséquence;
- divers.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2002, vol. 569, fol. 23, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44481/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

BAYERN LB, Fonds Commun de Placement à Compartiments Multiples.*Modifikationen des Verwaltungsreglements*

BAYERN LB INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.

3, rue Jean Monnet

L-2180 Luxembourg

R.C. Luxembourg B 37.803

(die «Verwaltungsgesellschaft»)

und

BANQUE LBLUX S.A.

3, rue Jean Monnet

L-2180 Luxembourg

(«die Depotbank»)

haben beschlossen das Verwaltungsreglement, welches am 15. Mai 2000 im Mémorial veröffentlicht wurde, mit Wirkung zum 21. August 2002 gemäss Artikel 15 wie folgt abzuändern:

1. Art. 1.

Absatz 3 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Portfolios sind von denen der Anteilhaber der anderen Portfolios völlig getrennt. Dies gilt auch im Verhältnis zu Dritten, denen gegenüber das Fondsvermögen eines Portfolios nur für alle Verbindlichkeiten dieses einzelnen Portfolios einsteht. Alle Portfolios werden im Interesse der Anteilhaber von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet.»

2. Art. 2.

Im vierten Absatz ist nach dem ersten Satz ergänzend der folgende Satz hinzuzufügen:

«Anfallende Anlagerberaterhonorare können dem jeweiligen Portfolio belastet werden.»

Im fünften Absatz ist der zweite Satz wie folgt abzuändern:

«Anfallende Fondsmanagerhonorare können dem jeweiligen Portfolio belastet werden.»

Der sechste Absatz soll in Zukunft wie folgt lauten:

«Die Verwaltungsgesellschaft berechnet eine jährliche Verwaltungsgebühr von maximal 2%. Die Berechnungsmethode wird in der Übersicht des jeweiligen Portfolios im Verkaufsprospekt beschrieben.»

3. Art. 3.

Im ersten Absatz wird der Name der Depotbank in BANQUE LBLUX S.A. (ehemalige BAYERISCHE LANDESBANK INTERNATIONAL S.A.)» umgeändert.

Im fünften Absatz wird der Name der ehemaligen Clearing-Stelle «Cedel» in «Clearstream» abgeändert.

4. Art. 4.

Der fünfte Absatz soll nun wie folgt lauten:

«Der Erwerb und Verkauf von Optionen auf Währungen, Finanzterminkontrakte auf Währungen, Optionen auf diese Kontrakte sowie Optionen auf andere Finanzinstrumente, die auf Währungen abgestellt sind, werden ausschließlich zur Kurssicherung eingesetzt. Der Erwerb und Verkauf von Optionen auf Wertpapiere, Zinsen und Indizes, Finanzterminkontrakte auf Wertpapiere, Zinsen und Indizes, Optionen auf diese Kontrakte sowie Optionen auf andere Finanzinstrumente, die Wertpapiere, Zinsen und Indizes betreffen, dienen grundsätzlich der Kurssicherung, können jedoch auch der Anlagestrategie dienen, sofern sie im Einklang mit der Anlagestrategie des jeweiligen Portfolios stehen.»

Am Ende des dreizehnten Absatzes ist der folgende Satz einzufügen:

«Die hier genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Abschlusses der Kurssicherungsgeschäfte. Werden diese Beschränkungen nachträglich durch Marktbewegungen überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber vorrangig eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.»

5. Art. 7.

Absatz sieben ist wie folgt abzuändern:

«Die Verwaltungsgesellschaft kann für jedes Portfolio mehrere Anteilklassen mit jeweils von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Merkmalen und Rechten, wie im Verkaufsprospekt für jedes Portfolio beschrieben, anbieten. Die Anteilklassen können sich unterscheiden durch die Ausschüttungspolitik (Ausschüttung oder Thesaurierung), das Anlegerprofil (Institutionelle Anleger oder Nicht-Institutionelle Anleger), die Gebührenpolitik (z.B. Ausgabeaufschlag, Vertriebsprovision, Verwaltungsgebühr) oder sonstige von der Verwaltungsgesellschaft festgelegte und im Prospekt angegebene Merkmale und Rechte. Auf die Anteilklassen mit Ausgabeaufschlag wird ein maximaler Ausgabeaufschlag von 5% berechnet (siehe Art. 6); auf die Anteilklassen mit Vertriebsprovision wird eine maximale Vertriebsprovision von 1,5% p.a. verrechnet (siehe Art. 12 Nr. 13).»

Alle Absatz sieben folgenden Absätze dieses Artikels sind zu streichen.

6. Art. 8.

Die Hinweise unter c. und d. auf bestimmte Anteilklassen sind zu streichen und die Absätze sollen in Zukunft wie folgt lauten:

«c. Im Fall einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der - ausschüttungsberechtigten - Anteile mit Ausschüttung um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der Anteile mit Ausschüttung am Wert des Netto - Fondsvermögens des jeweiligen Portfolios um den Gesamtbetrag der Ausschüttung, während sich der prozentuale Anteil der - nicht ausschüttungsberechtigten - thesaurierenden Anteile am Netto - Fondsvermögen des jeweiligen Portfolios erhöht.

d. Die Aufwendungen der Vertriebsprovision, die den Anteilen mit Vertriebsprovision belastet werden können, vermindern den prozentualen Anteil der Anteile mit Vertriebsprovision am gesamten Wert des Netto-Fondsvermögens des jeweiligen Portfolios, während sich der prozentuale Anteil der Anteile mit Ausgabeaufschlag am Netto-Fondsvermögen des jeweiligen Portfolios erhöht.»

7. Art. 11.

Dieser Artikel ist durch den Folgenden zu ersetzen:

«Umwandlung von Anteilen. Die Umwandlung von Anteilen einer Anteilklasse eines Portfolios in Anteile einer anderen Anteilklasse des gleichen Portfolios oder der gleichen oder einer anderen Anteilklasse eines anderen Portfolios kann an jedem Bewertungstag in Luxemburg durch Einreichung eines Umwandlungsbegehrens bei der Verwaltungsgesellschaft erfolgen, unter der Bedingung, dass die Voraussetzungen für die Investition in der neuen Anteilklasse erfüllt sind. Die Umwandlung erfolgt am Tag des Eintreffens des Begehrens zum Nettoinventarwert pro Anteil der Anteilklasse des betreffenden Portfolios desselben Tages bzw. des nächstfolgenden Bewertungstages, veröffentlicht am nächstfolgenden Tag und unter Anwendung des zum Zeitpunkt der Umwandlung letztbekannten Devisenmittelkurses.

Umwandlungsbegehren werden bis 17.00 Uhr Luxemburger Zeit des entsprechenden Bewertungstages berücksichtigt. Für Anträge, die nach 17.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, gelten die Nettoinventarwerte pro Anteil der Anteilklasse des betreffenden Portfolios des nächstfolgenden Bewertungstages.

Wandelt ein Anleger seine Anteile von einer Anteilklasse eines Portfolios in eine andere Anteilklasse eines Portfolios mit höherem Ausgabeaufschlag um, dann wird die positive Differenz dieser Ausgabeaufschläge in Rechnung gestellt.»

8. Art. 12.

Absatz 1) ist durch den folgenden Absatz zu ersetzen:

«1) Die Verwaltungsgesellschaft berechnet eine jährliche Verwaltungsgebühr von maximal 2 %. Etwaige Fondsmanager- und eventuell anfallende Anlageberaterhonorare können dem jeweiligen Portfolio separat belastet werden. Die Verwaltungsgebühr, etwaige Fondsmanagerhonorare und eventuell anfallende Anlageberaterhonorare sowie deren Berechnungsmethode werden in der Übersicht des jeweiligen Portfolios aufgeführt.»

Absatz 2) ist durch den folgenden Absatz zu ersetzen:

«2) Die Depotbank berechnet Depotgebühren zu den in Luxemburg üblichen Sätzen, zahlbar monatlich, berechnet auf den letzten Nettoinventarwert eines jeden Portfolios am Ende eines jeden Monats. Diese Depotgebühren beinhalten alle fremden Verwahrungs- und Verwaltungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream oder Euroclear) für die Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds in Rechnung gestellt werden.»

Absatz 13) ist durch den folgenden Absatz zu ersetzen:

«13) Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, auf Anteile bestimmter Anteilklassen, die im Verkaufsprospekt jeweils beschrieben sind, eine Vertriebsprovision von maximal 1,5% pro Jahr des dieser Anteilklasse zukommenden Anteils des Nettoinventarwertes innerhalb des jeweiligen Portfolios zu berechnen. Die Berechnungsmethode ist im Verkaufsprospekt des jeweiligen Portfolios beschrieben.»

9. Art. 14.

Der Artikel soll in Zukunft wie folgt lauten:

«Eine Ausschüttung erfolgt nur auf die Anteile ausschüttender Anteilklassen; Erträge, die auf thesaurierende Anteilklassen entfallen, werden nicht ausgeschüttet und werden wieder angelegt.

Die Verwaltungsgesellschaft wird jedes Jahr für die ausschüttenden Anteilklassen Ausschüttungen aus den ordentlichen Nettoerträgen und den netto realisierten Kapitalgewinnen, die diesen Anteilklassen innerhalb des jeweiligen Portfolios zukommen, vornehmen. Des weiteren, kann die Verwaltungsgesellschaft um einen hinreichenden Ausschüttungsbetrag zu gewähren, jegliche andere Ausschüttung vornehmen

Es wird keine Ausschüttung erfolgen, wenn als ein Resultat hiervon das Nettovermögen des Fonds unter das vom Luxemburger Gesetz vorgesehene Minimum von 1.239.468,- EUR fallen würde.

Ausschüttungen, welche fünf Jahre nach ihrem Auszahlungstag nicht geltend gemacht wurden, verfallen an die jeweilige Anteilklasse des jeweiligen Portfolios, aus welchem sie stammen.»

10. Art. 15. und Art. 16.

Im zweiten Absatz von Artikel 15 und im dritten Absatz von Artikel 16 ist der vollständige Name des Mémorial wie folgt anzugeben: «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations».

11. Art. 17.

Die ersten drei Absätze dieses Artikels sind wie folgt abzuändern:

«Der Fonds ist auf unbestimmte Dauer errichtet. Die einzelnen Portfolios können für eine bestimmte Zeit aufgelegt werden und somit für eine von dem Fonds abweichende Dauer errichtet werden. Sofern ein Portfolio für eine bestimmte Dauer aufgelegt wird, sind nähere Informationen hierzu den respektiven Fondsbeschreibungen im Verkaufsprospekt unter, BAYERN LB FONDS im Überblick zu entnehmen.

Der Fonds oder einzelne Portfolios können jederzeit durch gegenseitiges Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank liquidiert werden. Zusätzlich erfolgt die Liquidation des Fonds bei Eintritt der gesetzlichen Voraussetzungen des Artikels 21 des Gesetzes über die Organismen für gemeinsame Anlage in Wertpapieren vom 30. März 1988.

Sobald die Entscheidung gefällt wird, den Fonds oder ein Portfolio aufzulösen, werden keine Anteile des Fonds beziehungsweise des betreffenden Portfolios mehr ausgegeben oder zurückgenommen (es sei denn, alle Anteilhaber können gleich behandelt werden). Dies wird den Anteilhabern gemäß Artikel 16 dieses Verwaltungsreglements bekanntgegeben. Die Verwaltungsgesellschaft wird das Vermögen eines jeden Portfolios im Interesse der Anteilhaber des entsprechenden Portfolios veräußern und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös gemäß den Anweisungen der Verwaltungsgesellschaft nach Abzug der Liquidationskosten und -gebühren an die Anteilhaber des jeweiligen Portfolios im Verhältnis zu ihrer Beteiligung auszahlen.»

Luxemburg, den 6. August 2002.

BAYERN LB INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A. / BANQUE LBLUX S.A.

Unterschriften / Unterschriften

Pour copie conforme

BONN SCHMITT STEICHEN, Avocats Luxembourg

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2002, vol. 573, fol. 11, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61083/256/143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

PROCYON HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 59.379.

DISSOLUTION

L'an deux mille deux, le trois juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Mersch (Luxembourg).

A comparu:

La société BRIDGEPOINT PROJECTS S.A., une société de droit du Belize, ayant son siège social à Jasmine Court, 35A Regent Street PO Box 1, 777 Belize City Belize,

ici représentée par Monsieur Joë Lemmer, juriste, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Luxembourg, le 31 mai 2002.

Laquelle procuration restera, après avoir été paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès qualité qu'il agit, a prié le notaire instrumentaire de documenter les déclarations suivantes:

- La société anonyme holding PROCYON HOLDING S.A., avec siège social à L-1661 Luxembourg, 31, Grand'Rue, fut constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 juin 1997, publié au Mémorial C numéro 469 du 28 août 1997, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

- La société a actuellement un capital social d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune, entièrement libérées.

- Le comparant déclare que toutes les actions ont été réunies entre les mains d'un seul actionnaire, savoir la société BRIDGEPOINT PROJECTS S.A., prédésignée.

- L'actionnaire unique déclare procéder à la dissolution de la société PROCYON HOLDING S.A., prédésignée.

- Elle a pleine connaissance des statuts de la société et connaît parfaitement la situation financière de la société PROCYON HOLDING S.A.

- Elle donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour leur mandat jusqu'à ce jour.

- Elle reprend à sa charge en tant que liquidateur tout l'actif ainsi que le cas échéant l'apurement du passif connu ou inconnu de la société qui devra être terminé avant toute affectation quelconque de l'actif à sa personne en tant qu'actionnaire unique.

Sur base de ces faits, le notaire a constaté la dissolution de la société PROCYON HOLDING S.A., prédésignée.

Les livres et documents comptables de la société PROCYON HOLDING S.A., prédésignée demeureront conservés pendant cinq ans à L-1661 Luxembourg, 31, Grand'Rue.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Lemmer - H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 6 juin 2002, vol. 421, fol. 70, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 12 juin 2002.

H. Hellinckx.

(44432/242/43) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

AKELER HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 64.047.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 2 août 2002

Il résulte dudit extrait que

1. Les démissions de M. Thomas Wattles, M. Jean-François van Hecke et M. A. Richard Moore en tant qu'administrateurs de la Société ont été acceptées par les actionnaires.

2. Les actionnaires ont décidé de nommer M. James Anthony Martin Quille, Président du Conseil d'Administration de LEND LEASE GLOBAL PROPERTIES, Sica, avec adresse professionnelle au Lend Lease China (Hong Kong), Level 13, One Pacific Place, 88 Queensway, Hong Kong, Mme Susan Desprez, juriste, avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg et M. Michael Perkins, Chief Financial Officer, avec adresse professionnelle au 23 Kingsway, York House, Level 1, Londres WC2B 6 UJ, Royaume-Uni en tant que nouveaux administrateurs de la Société à partir du 2 août 2002 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2003.

3. Dès lors la Société aura les quatre administrateurs suivants:

- Trevor Silver
- James Anthony Martin Quille
- Susan Desprez
- Michael Perkins

4. Le siège de la société est transféré au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 août 2002.

Pour extrait conforme

Pour copie conforme

L. Courtois / G. Arendt

Mandataire / Avocat à la Cour

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2002, vol. 573, fol. 11, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61084/256/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

INDUNO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1126 Luxembourg, 18, rue d'Amsterdam.
R. C. Luxembourg B 59.679.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2001, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 juin 2002, vol. 569, fol. 49, case 11, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2002.

Signature.

(44511/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

INDUNO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1126 Luxembourg, 18, rue d'Amsterdam.
R. C. Luxembourg B 59.679.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg le 6 juin 2002

Résolution

A l'unanimité, l'assemblée décide de renouveler le mandat des administrateurs pour une durée de six ans:

- a) Monsieur Paul Waucquez, demeurant à Bruxelles (Belgique);
- b) Monsieur Philippe Waucquez, demeurant à Bruxelles (Belgique);
- c) Monsieur Etienne Waucquez, demeurant à Waterloo (Belgique).

A l'unanimité, l'assemblée nomme comme commissaire aux comptes pour une durée de six ans Monsieur Paul Fourez, demeurant à Barcelone (Espagne).

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront donc fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2008.

Signature

Le Président

Enregistré à Luxembourg, le 14 juin 2002, vol. 569, fol. 49, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44515/565/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

AKELER MARLOW, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 65.763.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 2 août 2002

Il résulte dudit extrait que

1. Les démissions de M. Thomas Wattles et M. Jean-François van Hecke en tant que gérants de la Société ont été acceptées par l'associé unique, AKELER HOLDINGS S.A..

2. L'associé unique a décidé de nommer M. James Anthony Martin Quille, Président du Conseil d'Administration de LEND LEASE GLOBAL PROPERTIES, Sicafo, avec adresse professionnelle au 23 Kingsway, York House, Level 1, Londres WC2B 6 UJ, Royaume-Uni et Mme Susan Desprez, juriste, avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg en tant que nouveaux gérants de la Société à partir du 2 août 2002 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2003.

3. Dès lors la Société aura les trois gérants suivants:

- Trevor Silver
- James Anthony Martin Quille
- Susan Desprez

4. Le siège social de la Société est transféré au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 août 2002.

Pour extrait conforme

Pour copie conforme

L. Courtois / G. Arendt

Mandataire / Avocat à la Cour

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2002, vol. 573, fol. 11, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61085/256/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

MILLE S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 60.178.

DISSOLUTION

L'an deux mille deux, le quinze mai.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MILLE S.A. en liquidation, ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, RC Luxembourg section B numéro 60.178, constituée suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 juillet 1997, publié au Mémorial C numéro 600 du 31 octobre 1997, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire Jacques Delvaux en date du 5 octobre 2001, en voie de publication au Mémorial C, et mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 7 mai 2002, en voie de formalisation, ayant un capital social de trente et un mille euros (31.000,- EUR).

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Romaine Scheifer-Gillen, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à Echternach.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Marie-Fiore Ries-Bonani, employée privée, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire-vérificateur.
2. Décharge au liquidateur et au commissaire-vérificateur.
3. Clôture de la liquidation et désignation de l'endroit où les livres et documents comptables de la société seront déposés et conservés pour une période de 5 ans.
4. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

5. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation, approuve le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de liquidation.

Le rapport du commissaire-vérificateur à la liquidation, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent procès-verbal pour être formalisé avec lui.

Deuxième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière au liquidateur ainsi qu'au commissaire-vérificateur à la liquidation, en ce qui concerne l'exécution de leurs mandats.

Troisième résolution

L'assemblée prononce la clôture définitive de la liquidation de la société.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège de la société, de même qu'y resteront consignées les sommes et valeurs qui reviendraient éventuellement encore aux créanciers ou aux actionnaires, et dont la remise n'aurait pu leur avoir été faite.

Cinquième résolution

L'assemblée donne pleine et entière décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition du présent procès-verbal pour procéder utilement aux publications exigées par l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et aux autres mesures que les circonstances exigeront.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de six cents euros, sont à la charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Scheifer-Gillen, Thill, Ries-Bonani, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 mai 2002, vol. 519, fol. 10, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 14 juin 2002.

J. Seckler.

(44380/231/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

I.T.&T. S.A., INFORMATION TECHNOLOGY & TELECOMMUNICATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 36, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 50.040.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenant lieu d'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 2002

Les actionnaires de la société INFORMATION TECHNOLOGY & TELECOMMUNICATION S.A., en abrégé I.T. & T S.A., réunis au siège social en date du 4 juin 2002 et constatant que les mandats des administrateurs sont arrivés à échéance, décident de les renouveler pour une période de trois années soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2003.

Le conseil d'administration aura donc désormais la composition suivante:

Monsieur Karl Johannesson, administrateur de société, demeurant à Bertrange;

Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant à Luxembourg;

Monsieur Robert Elvinger, expert-comptable, demeurant à Luxembourg.

Monsieur Karl Johannesson est reconduit à son poste d'administrateur-délégué avec pouvoir d'engager la société à l'égard des tiers par sa seule signature individuelle.

De même, les actionnaires constatant que le mandat du Commissaire aux Comptes arrive à échéance, ils décident de le renouveler pour une période de trois années soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2003.

Le commissaire aux comptes sera donc jusqu'à cette date:

La société LUX-AUDIT S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faiencerie.

Bertrange, le 4 juin 2002.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 9, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(44466/503/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

AKELER PROPERTY INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 64.048.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 2 août 2002

Il résulte dudit extrait que

1. Les démissions de M. Thomas Wattles et M. Jean-François van Hecke en tant que gérants de la Société ont été acceptées par l'associé unique, AKELER HOLDINGS S.A..

2. L'associé unique a décidé de nommer M. James Anthony Martin Quille, Président du Conseil d'Administration de LEND LEASE GLOBAL PROPERTIES, Sicafo, avec adresse professionnelle au 23 Kingsway, York House, Level 1, Londres WC2B 6 UJ, Royaume-Uni et Mme Susan Desprez, juriste, avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg en tant que nouveaux gérants de la Société à partir du 2 août 2002 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2003.

3. Dès lors la Société aura les trois gérants suivants:

- Trevor Silver
- James Anthony Martin Quille
- Susan Desprez

4. Le siège social de la Société est transféré au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 août 2002.

Pour extrait conforme

Pour copie conforme

L. Courtois / G. Arendt

Mandataire / Avocat à la Cour

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2002, vol. 573, fol. 11, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61086/256/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

SOFTING EUROPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 37.226.

—
L'an deux mille deux, le vingt-huit mai.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOFTING EUROPE S.A., ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, R. C. Luxembourg section B numéro 37.226, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 mai 1991, publié au Mémorial C numéro 414 du 31 octobre 1991, dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Dudelange:

- en date du 19 novembre 1998, publié au Mémorial C numéro 114 du 24 février 1999;
- en date du 15 décembre 1998, publié au Mémorial C numéro 136 du 3 mars 1999;
- en date du 2 août 2000, publié au Mémorial C numéro 9 du 6 janvier 2001;

et dont le capital social a été converti et augmenté à sept cent quatre vingt un mille deux cent cinquante euros (781.250,- EUR), représenté par trente et un mille deux cent cinquante (31.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR), par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2002, dont un extrait du procès-verbal a été enregistré à Luxembourg, le 21 mai 2002, volume 568, folio 34, case 7.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Christophe Mouton, employé privé, demeurant à Arlon (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire Madame Sylvie Talmas-Ceola, employée privé, demeurant à Ste Marie-Servais (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Marc Faber, expert-comptable, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui ensemble avec les procurations.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social à concurrence de 503.750,- EUR, pour le porter de son montant actuel de 781.250,- EUR à 1.285.000,- EUR, par la création et l'émission de 20.150 actions nouvelles de 25,- EUR chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

2.- Souscription et libération intégrale des nouvelles actions.

3.- Modification afférente du premier alinéa de l'article cinq des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cinq cent trois mille sept cent cinquante euros (503.750,- EUR), pour le porter de son montant actuel de sept cent quatre vingt un mille deux cent cinquante euros (781.250,- EUR) à un million deux cent quatre-vingt-cinq mille euros (1.285.000,- EUR), par la création et l'émission de vingt mille cent cinquante (20.150) actions nouvelles de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Deuxième résolution

Les vingt mille cent cinquante (20.150) actions nouvellement émises sont intégralement souscrites de l'accord de tous les actionnaires par la société anonyme SOFTING EUROPE HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

Le montant de cinq cent trois mille sept cent cinquante euros (503.750,- EUR) a été apporté en numéraire de sorte que le prédit montant se trouve dès à présent à la libre disposition de la société anonyme SOFTING EUROPE S.A., ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Art. 5. 1^{er} alinéa. Le capital souscrit est fixé à un million deux cent quatre-vingt-cinq mille euros (1.285.000,- EUR), représenté par cinquante et un mille quatre cents (51.400) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, entièrement libérées."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de six mille sept cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Mouton, Talmas-Ceola, Faber, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 juin 2002, vol. 519, fol. 21, case 3. – Reçu 5.037,50 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 14 juin 2002.

J. Seckler.

(44382/231/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

GREEN COMPANY SOCIETE ANONYME.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R. C. Luxembourg B 50.579.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002 tenue au 24, rue des Genêts,

L-1621 Luxembourg

L'assemblée décide de nommer Président du Conseil d'administration Monsieur Fabrizio Folli, administrateur de sociétés, demeurant à I-40026 Imola, Via Molino Vecchio, 15, pouvant engager la société par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 juin 2002, vol. 569, fol. 53, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(44453/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

AKELER PROPERTIES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 79.117.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 2 août 2002

Il résulte dudit extrait que

1. Les démissions de M. Thomas Wattles et M. Jean-François van Hecke en tant que gérants de la Société ont été acceptées par l'associé unique, AKELER HOLDINGS S.A..

2. L'associé unique a décidé de nommer M. James Anthony Martin Quille, Président du Conseil d'Administration de LEND LEASE GLOBAL PROPERTIES, Sicaf, avec adresse professionnelle au 23 Kingsway, York House, Level 1, Londres WC2B 6 UJ, Royaume-Uni et Mme Susan Desprez, juriste, avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg en tant que nouveaux gérants de la Société à partir du 2 août 2002 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2003.

3. Dès lors la Société aura les trois gérants suivants:

- Trevor Silver
- James Anthony Martin Quille
- Susan Desprez

4. Le siège social de la Société est transféré au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 août 2002.

Pour extrait conforme

Pour copie conforme

L. Courtois / G. Arendt

Mandataire / Avocat à la Cour

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2002, vol. 573, fol. 11, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61087/256/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

E-W B FINANCE S.A., EAST-WEST BRIDGE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue A. Fischer.
R. C. Luxembourg B 87.063.

L'an deux mille deux, le trente mai.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EAST-WEST BRIDGE FINANCE S.A., en abrégé E-W B FINANCE S.A., ayant son siège social à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer, R.C.S. Luxembourg section B numéro 87.063, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 avril 2002, en voie de publication au Mémorial C.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michaël Giovanelli, gérant, demeurant à Janvry (France).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Guy Cressot, directeur de société, demeurant à Verrieres le Buisson (France).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Yann Michel, directeur de sociétés, demeurant à Gif sur Yvette (France).

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Augmentation de capital à concurrence de 115.090,- EUR, pour le porter de son montant actuel de 2.186.710,- EUR à 2.301.800,- EUR, par la création et l'émission de 3.400 actions nouvelles de 33,85 EUR chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

2.- Souscription et libération intégrale des nouvelles actions.

3.- Modification afférente du premier alinéa de l'article cinq des statuts.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de cent quinze mille quatre-vingt-dix euros (115.090,- EUR), pour le porter de son montant actuel de deux millions cent quatre-vingt-six mille sept cent dix euros (2.186.710,- EUR) à deux millions trois cent un mille huit cents euros (2.301.800,- EUR), par la création et l'émission de trois mille quatre cents (3.400) actions nouvelles de trente-trois euros et quatre-vingt-cinq cents (33,85 EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Deuxième résolution

Les trois mille quatre cents (3.400) actions nouvellement émises sont intégralement souscrites de l'accord de tous les actionnaires, en respectant les dispositions de l'article cinq des statuts, par Monsieur Guy Cressot, directeur de société, demeurant à F-91370 Verrières le Buisson, 12, rue des Châtaigniers (France).

Le montant de cent quinze mille quatre-vingt-dix euros (115.090,- EUR) a été apporté en numéraire de sorte que le prêt montant se trouve dès à présent à la libre disposition de la société anonyme EAST-WEST BRIDGE FINANCE S.A., en abrégé E-W B FINANCE S.A., ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

'**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à deux millions trois cent un mille huit cents euros (2.301.800,- EUR), représenté par soixante-huit mille (68.000) actions de trente-trois euros et quatre-vingt-cinq cents (33,85 EUR) chacune.'

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille cinq cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Bertrange, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Giovanelli, Cressot, Michel, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 juin 2002, vol. 519, fol. 22, case 8. – Reçu 1.150,90 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 14 juin 2002.

J. Seckler.

(44384/231/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

ACCORD S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R. C. Luxembourg B 32.527.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mars 2001

Conseil d'Administration

- Monsieur Armand Distave, conseiller économique et fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Raymond Le Lourec, conseiller fiscal, demeurant à Luxembourg;
- Monsieur Max Galowich, juriste, demeurant à Luxembourg.

Commissaire aux comptes

LUX-AUDIT S.A., avec siège 57, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg.

Les mandats viendront à expiration à la clôture de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra à la date prévue dans les statuts.

Les actionnaires de la société ont décidé à l'unanimité de convertir rétroactivement le capital social en EUR pour le 1^{er} janvier 2001, de la manière suivante:

Conversion (2.000.000,- LUF) / 40,3399	49.578,70
Augmentation du capital social par incorporation de réserves, due à la conversion en EUR	421,30
	50.000,00

Luxembourg, le 7 mars 2002.

Pour extrait conforme

Signatures

(44468/503/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

AKELER PORTUGAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 65.723.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 2 août 2002

Il résulte dudit extrait que

1. Les démissions de M. Thomas Wattles et M. Jean-François van Hecke en tant que gérants de la Société ont été acceptées par l'associé unique, AKELER HOLDINGS S.A..

2. L'associé unique a décidé de nommer M. James Anthony Martin Quille, Président du Conseil d'Administration de LEND LEASE GLOBAL PROPERTIES, Sica, avec adresse professionnelle au 23 Kingsway, York House, Level 1, Londres WC2B 6 UJ, Royaume-Uni et Mme Susan Desprez, juriste, avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg en tant que nouveaux gérants de la Société à partir du 2 août 2002 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2003.

3. Dès lors la Société aura les trois gérants suivants:

- Trevor Silver
- James Anthony Martin Quille
- Susan Desprez

4. Le siège social de la Société est transféré au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 août 2002.

Pour extrait conforme

Pour copie conforme

L. Courtois / G. Arendt

Mandataire / Avocat à la Cour

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2002, vol. 573, fol. 11, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61088/256/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

APTOSITE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R. C. Luxembourg B 79.783.

L'an deux mille deux, le trente mai.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Jean-Marc Gerardy, ingénieur civil, demeurant à B-4470 Saint-Georges, 10, rue Solovaz (Belgique);
- 2.- Madame Nicole Desmet, ingénieur civil, demeurant à B-4470 Saint-Georges, 10, rue Solovaz (Belgique);

Tous les deux sont ici représentés par Monsieur Carlo Dax, gérant de fiduciaire, demeurant à L-5855 Hesperange
Monsieur Jean-Marc Gerardy, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels comparants, ès qualités, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée APTOSITE, S.à r.l., ayant son siège social à L-8218 Mamer, 4, rue des Champs, R.C.S. Luxembourg section B numéro 79.783, été constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse Biel, notaire alors de résidence à Capellen, en date du 20 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 589 du 31 juillet 2001;

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés constatent qu'en vertu d'une cession de parts sous seing privé du 12 mars 2002, Madame Carine Houbaillie, ingénieur civil, demeurant à L-8218 Mamer, 4, rue des Champs, a cédé ses trois cents (300) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune dans la prédite société APTOSITE, S.à r.l. à Monsieur Jean-Marc Gerardy, préqualifié.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article six des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à quinze mille Euros (15.000,- EUR), représenté par six cents (600) parts sociales de vingt-cinq EUROS (25,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les parts sociales se répartissent comme suit:

1.- Monsieur Jean-Marc Gerardy, ingénieur civil, demeurant à B-4470 Saint-Georges, 10, rue Solovaz (Belgique), quatre cent cinquante parts sociales	450
2.- Madame Nicole Desmet, ingénieur civil, demeurant à B-4470 Saint-Georges, 10, rue Solovaz (Belgique), cent cinquante parts sociales	150
Total: six cents parts sociales	600

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées.»

Troisième résolution

Les associés décident d'accepter la démission de Madame Carine Houbaille comme gérante administrative de la société et lui accordent pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat.

Quatrième résolution

Les associés décident de confirmer Monsieur Jean-Marc Gerardy, préqualifié, comme gérant (technique et administratif) de la société pour une durée indéterminée.

Il engagera la société par sa signature individuelle.

Cinquième résolution

Les associés décident de transférer le siège social de Mamer à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

Sixième résolution

Suite à la résolution qui précède le premier alinéa de l'article cinq des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de quatre cent soixante-quinze euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Dax, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 juin 2002, vol. 519, fol. 22, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 14 juin 2002.

J. Seckler.

(44388/231/64) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2002.

AKELER GERMANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 67.064.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 2 août 2002

Il résulte dudit extrait que

1. Les démissions de M. Thomas Wattles et M. Jean-François van Hecke en tant que gérants de la Société ont été acceptées par l'associé unique, AKELER HOLDINGS S.A.

2. L'associé unique a décidé de nommer M. James Anthony Martin Quille, Président du Conseil d'Administration de LEND LEASE GLOBAL PROPERTIES, Sicaif, avec adresse professionnelle au 23 Kingsway, York House, Level 1, Londres WC2B 6 UJ, Royaume-Uni et Mme Susan Desprez, juriste, avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg en tant que nouveaux gérants de la Société à partir du 2 août 2002 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2003.

3. Dès lors la Société aura les trois gérants suivants:

- Trevor Silver
- James Anthony Martin Quille
- Susan Desprez

4. Le siège social de la Société est transféré au 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Luxembourg, le 7 août 2002.

Pour extrait conforme

Pour copie conforme

L. Courtois / G. Arendt

Mandataire / Avocat à la Cour

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2002, vol. 573, fol. 11, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(61089/256/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2002.

CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-8010 Strassen, 166, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 29.384.

In the year two thousand and two, on the twenty-third day of May.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., a société anonyme, having its registered office at L-8010 Strassen, 166, route d'Arlon, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under Section B, number 29.384, incorporated pursuant a deed of Maître Edmond Schroeder, notary, residing in Mersch (Luxembourg), on December 22nd, 1988, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of February 15th, 1989, number 41.

The articles of association have been amended for the last time pursuant a deed of Maître Edmond Schroeder on June 7th, 1995, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of September 8th, 1995, number 439 (the «Company»).

The meeting was opened at 5.00 p.m. with Mr Jean-Marc Ueberecken, LL.M., residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr Frank Stolz-Page, private employee, residing in Mamer.

The Meeting elected as scrutineer Mr Charles de Kerchove d'Exaerde, licencié en droit, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been formed, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

1. Suppression of the par value of the shares of the Company.
2. Conversion of the corporate capital from pounds sterling into euros.
3. Subsequent amendment of the first and third paragraphs of Article 5 of the articles of association.

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III.- That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to suppress the par value of the shares of the Company.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to convert the authorized capital and the issued capital of the Company from pounds sterling into euros at a foreign exchange rate of six hundred thirty-four thousandths of one pound sterling (GBP 0.634) for one euro (EUR 1.-).

Third resolution

As a consequence of the previous resolution, the first and the third paragraphs of Article 5 of the articles of incorporation are amended and now read as follows:

«**Art. 5. paragraph 1.** The authorised capital is set at six million three hundred nine thousand one hundred forty-eight euros (EUR 6,309,148.-), consisting of two hundred thousand (200,000) registered shares without par value.»

«**Art. 5. paragraph 3.** The issued capital is set at four million nine hundred thirty-eight thousand four hundred eighty-six euros (EUR 4,938,486.-), consisting of one hundred fifty-six thousand five hundred fifty (156,550) registered shares without par value.»

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed at 5.30 p.m.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English, followed by a French version. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

This deed having been read to the appearing persons, known to the notary by their first and surname, civil status and residence, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-8010 Strassen, 166, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B numéro 29.384, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 22 décembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 15 février 1989, numéro 41.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Edmond Schroeder, en date du 7 juin 1995, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 8 septembre 1995, numéro 439 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 17.00 heures sous la présidence de M. Jean-Marc Ueberecken, LL.M., demeurant à Luxembourg, qui nomme M. Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant à Mamer, comme secrétaire.

L'assemblée élit M. Charles de Kerchove d'Exaerde, licencié en droit, demeurant à Luxembourg comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. - Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Suppression de la valeur nominale des actions de la Société.
2. Conversion de la devise d'expression du capital social de livres sterling en euros.
3. Modification subséquente des premier et troisième paragraphes de l'Article 5 des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée, peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions de la société.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la devise d'expression du capital autorisé et du capital émis de la Société de livres sterling en euros, au taux de change de six cent trente-quatre millièmes d'une livre sterling (GBP 0,634) pour un euro (EUR 1,-).

Troisième résolution

A la suite de la résolution précédente, les premier et troisième paragraphes de l'Article 5 des statuts de la Société sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. paragraphe 1.** Le capital autorisé est fixé à six millions trois cent neuf mille cent quarante-huit euros (EUR 6.309.148,-) représenté par deux cent mille (200.000) actions nominatives sans valeur nominale.»

«**Art. 5. paragraphe 3.** Le capital émis est fixé à quatre millions neuf cent trente-huit mille quatre cent quatre-vingt-six euros (EUR 4.938.486,-), représenté par cent cinquante-six mille cinq cent cinquante (156.550) actions nominatives sans valeur nominale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17.30 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J-M. Ueberecken, F. Stolz-Page, C. de Kerchove d'Exaerde, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 mai 2002, vol. 135S, fol. 55, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2002.

A. Schwachtgen.

(44607/230/110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

CMI ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8010 Strassen, 166, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 29.384.

Statuts coordonnés suivant l'acte n°618 du 23 mai 2002 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2002.

A. Schwachtgen.

(44608/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.

VANSAN HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

STATUTS

L'an deux mille deux, le trois juin.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément empêché, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

- 1) VANSAN S.A., une société ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
 - 2) GREBELL INVESTMENTS S.A., une société ayant son siège social au P.O. Box 3175, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques,
- toutes les deux ici représentées par Monsieur Kris Goorts, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
- en vertu de deux procurations sous seing privé données à Luxembourg, le 31 mai 2002.

Lesquelles procurations, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Lesquelles comparantes ont, par leur mandataire, arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme holding qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de VANSAN HOLDING S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré à l'intérieur de la municipalité de Luxembourg par une décision du Conseil d'administration et dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que le contrôle et la mise en valeur de ces participations, sous réserve des dispositions de l'article 209 de la loi sur les sociétés commerciales.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, emprunter avec ou sans garantie, accorder aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement ouvert au public.

La Société prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929.

Art. 3. Le capital social est fixé à cent quarante-six millions quatre cent quarante mille cinq cents euros (EUR 146.440.500,-), divisé en treize mille neuf cent quatre-vingt (13.980) actions d'une valeur nominale de dix mille quatre cent soixante-quinze euros (EUR 10.475,-) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts. La constatation d'une telle augmentation ou diminution du capital peut être confiée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale, appelée à délibérer sur l'augmentation de capital peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 5. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopieur étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La Société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle d'un délégué du Conseil.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le 31 du mois de mai à 15.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. Les lois modifiées du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence aujourd'hui même et finira le 31 décembre 2002.

2) La première Assemblée Générale annuelle aura lieu en 2003.

Souscription et libération

Les comparantes précitées ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1) VANSAN S.A., préqualifiée, treize mille neuf cent soixante-dix-neuf actions	13.979
2) GREBELL INVESTMENTS S.A., préqualifiée, une action	1
Total: treize mille neuf cent quatre-vingt actions	13.980

Toutes les actions ont été intégralement souscrites et libérées de la manière suivante:

1) pour 1 action par GREBELL INVESTMENTS S.A., préqualifiée, par apport en espèces ensemble avec une prime d'émission de EUR 0,21, de sorte que le montant de EUR 10.475,21 se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire soussigné qui le constate expressément.

2) pour 13.979 actions par VANSAN S.A., préqualifiée, par un apport en nature consistant en l'intégralité de son patrimoine (actif et passif).

La valeur de l'apport en nature, qui s'élève à EUR 146.432.996,69 est affectée à raison de EUR 146.430.025,- au capital social de la Société et à raison de EUR 2.971,69 à un compte de prime d'émission.

Conformément aux dispositions des articles 26-1 et 32-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'évaluation de l'apport en nature précité a été confirmée au notaire instrumentaire par un rapport daté du 29 mai 2002, dressé par ELPERS & Co. Réviseurs d'entreprises S.à r.l. à Luxembourg, lequel rapport restera, après signature ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentaire, annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Le rapport précité arrive aux conclusions suivantes:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports autres qu'en numéraire qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, augmentée de la prime d'émission.»

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de six mille sept cents (6.700,-) euros.

Assemblée constitutive

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en Assemblée Générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à cinq et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - a) Monsieur Constant Vandersanden, administrateur de sociétés, demeurant au 293/a Riemsterweg, B-3740 Bilzen, Belgique,
 - b) Monsieur Lucas Vandersanden, administrateur de sociétés, demeurant au 91, Haachtsebaan, B-3149 Keerbergen, Belgique,
 - c) Monsieur Johan Dejans, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
 - d) LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., une société avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et
 - e) Madame Nathalie Mager, employée privée, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:
ELPERS & Co. REVISEURS D'ENTREPRISES, S.à r.l., une société avec siège social au 11, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
- 4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2002.
- 5) Le siège de la Société est fixé au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Droit d'apport

L'apport en nature consistant en l'apport de la totalité du patrimoine (actif et passif) de la société VANSAN S.A., constituée dans l'Union Européenne, la Société se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971 qui prévoit l'exonération du droit d'apport dans ce cas.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: K. Goorts, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2002, vol. 135S, fol. 70, case 6. – Reçu 104,75 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2002.

A. Schwachtgen.

(44582/230/168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2002.
